

Les Etats-Unis d'Amérique

Voyage d'études de la division B

« Il y a aujourd'hui sur la Terre deux grands peuples qui semblent s'avancer vers le même but : ce sont les Russes et les Anglo-américains [...]. L'Américain lutte contre les obstacles que lui oppose la nature ; le Russe est aux prises avec les hommes [...]. L'un a pour principal moyen d'action la liberté ; l'autre, la servitude. Leur point de départ est différent, leurs voies sont diverses ; néanmoins, chacun d'entre eux semble appelé par un dessein secret de la Providence à tenir un jour dans ses mains les destinées de la moitié du monde. »

Alexis de Tocqueville

De la démocratie en Amérique, 1835

PLAN

Carte politique des Etats-Unis d'Amérique

Quelques chiffres clés

Première partie

Les Etats-Unis d'Amérique : un pays continent

Deuxième partie

Une superpuissance solitaire, en quête d'un rôle

Troisième partie

*La stratégie militaire des Etats-Unis d'Amérique :
un statut de puissance mondiale*

Annexes

Les Etats-Unis d'Amérique :

quelques chiffres clés

Capitale	Washington
Superficie (Km ²)	9 372 614
/ Superficie de la France	17,1
Monnaie	Dollar américain
Indice de développement humain	0,94
Population (millions d'habitants)	260 529
Densité (Hbts/Km ²)	27,80
Croissance annuelle (%)	1,0

Economie

PIB (millions \$)	6 737 367
PIB par habitant (\$)	25 860
Main d'oeuvre secteur primaire (%)	6
Main d'oeuvre secteur secondaire (%)	21
Main d'oeuvre secteur tertiaire (%)	73
Croissance (%)	4,1
Dette extérieure totale (millions \$)	n.d
Inflation (%)	2,6

Commerce

Importations (millions \$)	664 000
Exportations (millions \$)	513 000
Taux de couverture (%)	77,26
Solde (millions \$)	- 151 000

DEFENSE

Dépenses/PIB (%)	4,13
Dépenses (millions \$)	270 600
Budget 1995 (millions \$)	257 800
Effectifs active (+ réserves totales)	1 456 000 (+ 2 045 000)
Professionnalisation (%)	100

Armée de terre

Effectifs active	495 000
Chars de combat	12 368
Autres véhicules blindés	30 803
Pièces d'artillerie	8 624
Hélicoptères	7 227

Marine (dont Corps des Marines)

Effectifs active	581 000
Tonnage	3 237 435
Tonnage principaux bâtiments	2 207 020
Porte-avions et porte-aéronefs	12
Principaux bâtiments de surface (sauf P.A)	125
Bâtiments de tonnage réduit (sauf amphibie)	151
Sous-marins	98

Armée de l'Air

Effectifs active	380 000
Avions de combat	6 500

Source : L'Année stratégique 1997.

Les Etats-Unis d'Amérique :

un pays continent

Pays immense, nation bigarrée, les Etats-Unis d'Amérique constituent un modèle de développement dont les atouts et les potentialités paraissent démesurés aux yeux du reste du monde.

Pays jeune, doté d'une histoire fort récente, cette nation affirme sa puissance en s'appuyant sur une exploitation judicieuse des ressources présentes, et sur un dynamisme que rien ne paraît être en mesure d'ébranler.

I. UNE NATION A L'HISTOIRE RECENTE

L'histoire des Etats-Unis est celle de l'accession extrêmement rapide de colonies sous domination anglaise au stade de grande puissance mondiale. Les premiers colons débarquent en Virginie au XVIIème siècle, leurs descendants obtiennent l'indépendance à la fin du siècle suivant, et les Etats-Unis s'imposent comme puissance mondiale au XXème siècle.

11. De la découverte à la conquête de l'Ouest :

Ce sont les explorateurs espagnols qui découvrent la Floride et le Nouveau Mexique en 1513 et 1528. Un peu plus tard, en 1620, un groupe de puritains, embarqué sur le *Mayflower*, débarque sur le cap Cod et fonde la première colonie de Nouvelle Angleterre.

L'élimination de la France après 1763 rend inutile la présence des troupes anglaises, d'autant plus que les milices ont prouvé leur compétence militaire en apportant une contribution déterminante pendant la guerre contre les Français. Cependant, le gouvernement de Sa Majesté, à Londres, estime qu'il faut répartir les charges financières issues de la guerre sur tous les sujets et il réaffirme les obligations du pacte colonial entre la métropole et les colonies.

Dès 1765, les premières tensions se manifestent mais l'idée d'indépendance n'est pas encore formulée. En avril 1775, les soldats britanniques reçoivent l'ordre de réquisitionner les armes cachées à Concord, près de Boston. Accueillis par des coups de feu, ils doivent se retirer précipitamment. Cette première bataille, qui marque le début de la guerre d'indépendance, a lieu le 19 avril et porte le nom «*d'Alarme de Lexington*».

La France apporte son soutien sous la forme d'un corps expéditionnaire commandé par Rochambeau et comprenant les flottes des amiraux d'Estaing et de Grasse. L'aide militaire française est significative, et c'est pourquoi la victoire de Yorktown du 19 octobre 1781 est décisive. Lors de cet affrontement, l'armée et la flotte anglaises sont battues et cette victoire est aussi celle de l'indépendance et de l'amitié franco-américaine.

La déclaration d'indépendance rédigée par Thomas Jefferson est adoptée par le second Congrès Continental le 4 juillet 1776, jour de la fête nationale ou *Independance Day*.

Dès 1787 est promulguée une ordonnance autorisant l'extension des territoires vers l'Ouest. Cette conquête de l'Ouest durera jusqu'en 1848, où la fin de la guerre contre le Mexique se solde par l'entrée dans l'Union du Texas, de l'Arizona, du Nouveau-Mexique et de la Californie. Les années 1800 à 1835 sont plus particulièrement entachées par la déportation de la majorité des Indiens dans les réserves.

12. La guerre de sécession :

Avec la fondation, en 1854, du parti Républicain, dont le programme est résolument antiesclavagiste, la crise sécessionniste jusqu'alors latente s'accroît. Finalement, l'élection d'Abraham Lincoln, membre de ce nouveau parti, à la présidence en 1860, est l'occasion de l'explosion de cette crise qui couve depuis plusieurs décennies.

Aucun compromis n'est possible entre le Nord qui refuse au Sud le droit de faire sécession, et le Sud qui s'est déjà donné un gouvernement.

Ainsi le conflit armé éclate et oppose pendant quatre ans (12 avril 1861 - 9 avril 1865) les vingt quatre Etats du Nord (22 millions d'habitants) et les onze Etats confédérés du Sud (19 millions de Sudistes y compris 3,5 millions d'esclaves).

L'issue de la guerre sera décidée lors de la campagne de Sherman à travers la Géorgie. Le 9 avril 1865, le général Lee capitule dans le modeste tribunal d'Appomattox. En juin, les derniers vestiges de la résistance des confédérés ont disparu.

Cette guerre a fortement marqué la conscience américaine. Des familles se sont trouvées opposées et séparées, les ruines d'Atlanta rappellent la violence des combats et ces années constituent une véritable coupure dans l'histoire des Etats-Unis.

Les Confédérés n'ont jamais pardonné aux «*Yankees*» leurs excès, les humiliations subies, et le folklore actuel fait revivre les vertus chevaleresques des soldats du Sud.

13. La reconstruction :

Après la guerre civile, il faut procéder à la reconstruction de l'Union. La disparition tragique de Lincoln crée un profond déséquilibre.

L'intérêt et les énergies se situent dans l'apparition de l'Amérique industrielle, et se traduit notamment par un essor considérable du capitalisme.

L'industrie connaît un puissant développement. Elle bénéficie de l'augmentation de la population qui fournit la main-d'oeuvre, ainsi que du vaste marché de consommation que

constitue l'Union. Cette industrie est essentiellement tournée vers la satisfaction des besoins nationaux et tire profit de l'absence de toute réglementation fédérale en matière économique. Les *trusts* et les *holdings* commencent à apparaître.

En 1898, les Etats-Unis déclarent la guerre à l'Espagne pour «libérer» Cuba, Porto-Rico, Guam et les Philippines. En 1904, le Président définit la politique du «*Big Stick*» : les Etats-Unis se chargent de maintenir l'ordre en Amérique Latine. De même en 1899-1900, les Etats-Unis tentent d'imposer à l'Europe la politique de la porte ouverte en Chine. En 1905, la paix entre Russes et Japonais est signée à Portsmouth (New Hampshire). Enfin, l'Europe ne les laisse pas indifférents puisque Roosevelt se fait représenter à la conférence d'Algésiras de 1906, qui concerne la France et l'Allemagne. Ils participent aussi à la conférence de la paix en 1907. En cela, on peut dire que les Etats-Unis font déjà figure de puissance mondiale.

14. Les deux guerres mondiales, consécration de la puissance américaine :

La déclaration de guerre des Etats-Unis à l'Allemagne, le 4 avril 1917, peut être considérée comme l'aboutissement de la politique interventionniste esquissée depuis Théodore Roosevelt. L'intervention américaine a été brève mais déterminante à un moment où la lassitude se faisait sentir dans le camp allié. L'arrivée massive de nouvelles troupes a un poids considérable dans la victoire de 1918 et permet au président Wilson de tenir une place centrale dans les discussions de la paix.

De 1920 à 1929, la vie américaine connaît de profondes mutations.

L'automobile se développe de façon massive, les citadins commencent à quitter le centre des villes pour occuper les banlieues, et l'essor des industries électriques s'accompagne d'une généralisation des appareils ménagers.

Le cinéma américain de cette époque qui a rencontré un immense succès, reflète très bien ces multiples transformations du genre de vie et l'irruption de « *l'américan way of life* ».

La prospérité est brutalement remise en cause en octobre 1929 par une chute spectaculaire des cours à la bourse de Wall Street.

La situation s'aggrave jusqu'en 1932 et, depuis 1933, les Etats-Unis, préoccupés par leurs problèmes intérieurs, assistent de loin à la montée des périls en Europe. Lorsque la guerre y éclate, Roosevelt fait assouplir la politique neutraliste et après la défaite de la France en juin 1940, beaucoup d'américains se prononcent contre l'isolationnisme. L'intervention américaine est finalement précipitée par l'attaque japonaise de Pearl Harbour le 7 décembre 1941. Dès lors, un énorme effort militaire est accompli, et toute l'activité économique est orientée vers la guerre.

En novembre 1942, l'opération Torch (débarquement en Afrique du Nord) est déclenchée ; la campagne de Sicile et d'Italie en constitue le prolongement. Contre le Japon, la stratégie dite du « saut de puce » permet au Général Mac Arthur et à l'Amiral Nimitz de reconquérir peu à peu le Pacifique.

L'assaut final contre le Japon n'a pas lieu, car le président Truman donne l'ordre d'employer la bombe atomique à Hiroshima le 6 août 1945 et à Nagasaki le 9 août.

Le 15 août, le Japon demande l'armistice.

Il faut enfin souligner l'importance des relations diplomatiques entre Alliés, dont une étape significative a été marquée par les accords de Téhéran en 1942.

Finalement à Dumbarton Oaks (août - décembre 1944) et à Yalta, un accord est établi et va permettre la création de l'O.N.U à San Francisco, en juin 1945.

Cette année-là, les Etats-Unis s'affirment comme la première puissance mondiale ; cela se manifeste notamment par la suprématie monétaire du dollar confirmée lors des accords de Breton Woods en juillet 1944.

15. La guerre froide et les difficultés intérieures :

Les divergences apparues entre les Etats-Unis et l'Union soviétique pendant la guerre se renforcent à partir de 1945. L'O.N.U. devient rapidement la proie des dissensions qui opposent les grandes puissances et, à partir de 1947, commence la période de la « guerre froide ».

En 1948, le plan Marshall est mis en application. Il s'adresse aux pays d'Europe occidentale et consiste à leur fournir des capitaux et à les intégrer à l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord). Les Soviétiques ont refusé d'en bénéficier.

Ceux-ci ripostent alors par le blocus de Berlin en 1948 et, plus tard, par la mise en place du « rideau de fer » entre l'Europe occidentale et orientale.

La situation s'aggrave également avec l'ouverture des hostilités entre la Corée du Nord et celle du Sud en juin 1950. Les Américains, après avoir obtenu l'aval de l'O.N.U., soutiennent la Corée du Sud dans une guerre difficile qui dure trois ans, de 1950 à 1953.

Sur le plan intérieur surviennent les difficultés raciales avec l'apparition d'une conscience politique chez les Noirs. En 1954, la Cour Suprême déclare illégale la ségrégation dans les écoles mais cette décision n'empêche pas les émeutes qui culminent en 1957 à Little Rock. Dans cette lutte, le pasteur Martin Luther King préconise la résistance passive.

L'inquiétude des Etats-Unis a également une origine extérieure avec le lancement du premier sputnik soviétique en 1957. Face à cela, un programme spatial est lancé sous l'égide de la NASA, et des crédits sont débloqués en toute hâte. Dès 1958, des satellites américains sont lancés et cette politique aboutit en 1969 au lancement d'Apollo 11 qui dépose Neil Armstrong et Edwin Aldrin sur la Lune.

En politique extérieure, Kennedy et Johnson ont à faire face à des situations difficiles.

Kennedy est confronté au problème de Cuba et, après l'échec du débarquement dans la baie des Cochons en 1961, la situation se tend en 1962, entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. à propos de l'installation de missiles soviétiques dans l'île.

Au Vietnam, Kennedy continue la politique amorcée par Eisenhower et remplace les conseillers par des militaires. A la suite de «l'incident» du golfe du Tonkin, le 2 août 1964, Johnson se lance dans l'escalade qui conduit, par étapes, à l'envoi de plus de 500.000 hommes au Viêt-nam. Cette intervention divise profondément les Américains.

Les Etats-Unis, traumatisés par la guerre du Vietnam, vont connaître une grave crise politique et constitutionnelle qui va briser le consensus autour des institutions et des valeurs américaines. Le Vice-président, Spiro Agnew, démissionne en octobre 1973, compromis dans un scandale financier. C'est Gerald Ford qui le remplace. Mais l'affaire rebondit, prouvant par là la puissance de la presse américaine : on accuse les Républicains d'avoir organisé un vol de documents dans l'immeuble du Watergate, occupé par le Parti Démocrate. Impliqué dans le scandale, et craignant que le Parlement ne vote contre lui une procédure «*d'impeachment*», le Président Nixon démissionne le 9 août 1974.

16. Les dix dernières années :

Alors que sa popularité est entamée par l'Iranganate, Ronald Reagan laisse derrière lui en 1988 une Amérique sûre d'elle même. Son vice-président (Georges Bush), lui succède, ce qui est rare dans l'histoire des Etats-Unis. Durant son mandat, le bloc communiste s'effondre. En Août 1990, l'Irak occupe le Koweït et le Président Bush lance les Etats-Unis dans une vaste opération de reconquête. L'Amérique demeure la seule puissance ayant une stature véritablement mondiale.

Mais les effets pervers de la politique économique reaganienne se font de plus en plus sentir, et à la fin de 1992, c'est un candidat démocrate, William Clinton, qui remporte les élections présidentielles. Elu pour redresser la situation interne, il éprouve de grosses difficultés à gérer les nombreux facteurs de déstabilisation qui subsistent de par le monde. Les succès de sa politique économique et le rayonnement des Etats-Unis en politique extérieure (accords de Dayton, engagement du processus de paix entre Israël et les Palestiniens) ont conduit à sa réélection en novembre 1996.

2. UN CONTINENT AUX RESSOURCES INEPUISABLES

21. Une géographie physique marquée :

Les Etats-Unis d'Amérique se classent au troisième rang mondial par leur superficie (9.363.353 km²) depuis qu'ils ont réuni aux quarante huit Etats qui les composaient traditionnellement l'ALASKA (1.482.000 km²) en 1959 et les îles HAWAII en 1960. Leur population, qui dépasse 260 millions d'habitants, les place au quatrième rang, derrière la CHINE, l'INDE et la RUSSIE.

Le relief se présente en grandes bandes d'orientation générale Nord-Sud.

A l'Est, des plaines côtières bordent l'Atlantique. A l'intérieur, ces plaines sont dominées par un léger talus dont l'ampleur augmente vers le Sud et qui constitue le rebord du piémont appalachien.

Le centre des Etats-Unis est occupé par une vaste dépression entre les Appalaches à l'Est et les Rocheuses à l'Ouest. Les Grands lacs en constituent l'élément le plus visible : ils couvrent 245.000 km². Parmi les plus importants, on compte le lac Supérieur, le lac Huron, le lac Michigan, le lac Erié et le lac Ontario. La masse d'eau considérable qu'ils renferment joue un rôle capital à la fois sur le climat des régions périphériques et sur la vie économique locale.

A l'Ouest des Grandes Plaines commence la puissante masse des Cordillères occidentales qui se poursuivent au Canada et au Mexique et occupent environ 30% de la surface de l'Amérique du Nord. La bordure montagneuse du Pacifique est formée par la succession des Cordillères occidentales, qui possèdent les plus hauts sommets et les zones les plus instables de toute l'Amérique du Nord. La plaine côtière pacifique est réduite à une étroite bande de 2 à 3 km de largeur.

22. Une démographie dynamique :

Malgré ce chiffre impressionnant de 260 millions d'habitants, les Etats-Unis sont encore relativement sous-peuplés avec une densité de 27 habitants au km².

Mais la répartition de la population est fort irrégulière. On trouve jusqu'à 300 habitants au km² dans la région du Centre atlantique (le New Jersey est l'Etat qui a la plus forte densité des Etats-Unis avec 389 habitants au km²) où s'épanouit la fameuse « Mégalopolis », le plus vaste complexe urbain du monde qui, sur 1.000 km allonge une chaîne de gigantesques agglomérations : Boston (2.763.000 hab.), New York (9.120.000), Philadelphie (4.717.000), Baltimore (2.174.000), Washington (3.060.000).

Les montagnes de l'Ouest font figure de quasi désert (densité de 2 à 3 habitants au km²). Mais sur la côte pacifique, on rencontre les centres de croissance démographique et économique les plus brillants de ces dernières années : dans le Nord, Seattle (1.435.570) et Portland (1.126.030), mais surtout en Californie où, à côté de San Francisco (3.253.000), capitale de l'Ouest, la croissance de Los Angeles lui a permis, en dépassant Chicago, de prendre depuis moins de dix ans la seconde place aux Etats-Unis (7.478.000).

23. Des moyens de communications diversifiés :

Les voies d'eau comprennent de nombreuses artères naturellement navigables : le Mississippi et ses affluents, à eux seul, forment un réseau de plus de 6.000 km. Le système du Mississippi est exploité depuis fort longtemps. Le système des canaux intérieurs permet d'aller de Pittsburgh ou de Minneapolis à La Nouvelle-Orléans. Il permet également d'atteindre Chicago et le Lac Michigan. Les Grands Lacs forment une unité navigable remarquable, disposant d'une flotte de 650 bâtiments ayant une capacité globale de transport de près de 8 millions de tonnes et effectuant le tiers de la navigation intérieure des Etats-Unis.

Actuellement, le transport ferroviaire représente environ 40% du trafic de marchandises, mais ce moyen de communication a connu une régression aboutissant à la fermeture de la plupart des petites lignes secondaires.

Un réseau autoroutier de 70.000 km relie entre elles les 24 plus grandes agglomérations. 150 millions de véhicules parcourent plus de 6 millions de km de routes actuellement en service. Les transports publics à longue distance sont assurés par des autocars confortables (Greyhound Lines). Un parc de 32 millions de camions effectue le quart des transports interurbains de marchandises.

Enfin, le haut niveau de vie de la population et l'énormité des distances ont favorisé le développement de l'aviation : chaque ville a son aéroport et les compagnies de navigation intérieure transportent plus de 200 millions de passagers par an (soit 10% du trafic), tandis que se multiplient les avions-cargos pour le fret.

L'importance des transports de marchandises par canalisations souterraines peut également être mentionnée : la majeure partie du pétrole et du gaz naturel produit dans le Sud intérieur est transporté par pipe-line, soit dans les ports et les raffineries de la côte du Golfe du Mexique, soit dans les villes de la bordure des lacs du Centre-Est atlantique et même plus récemment de la côte Pacifique. Plus de 400.000 km de ces canalisations souterraines permettent d'assurer ces transports.

3. UNE ECONOMIE FLORISSANTE

520 millions d'hectares sont classés à usage agricole, soit 67% du territoire.

La puissance industrielle et le mode de vie américain sont édifiés sur une énergie abondante et bon marché. Les hydrocarbures assurent 30% de la production électrique ; l'appoint de l'hydroélectricité est modeste (15%). Le quart seulement du potentiel hydraulique est utilisé. Si bien que, dès 1980, les réacteurs nucléaires produisaient plus d'électricité que les centrales hydrauliques.

L'insuffisance des hydrocarbures, les chocs pétroliers, (1973, 1979) et les incertitudes nucléaires ont suscité le renouveau du charbon que les Etats-Unis possèdent en abondance (le quart des réserves mondiales).

Les Etats-Unis dépendent cependant largement du marché mondial pour leur ravitaillement en minerais, même pour le cuivre dont ils sont le premier producteur mondial. Les gisements de minerai de fer du lac Supérieur ne suffisent plus et la bauxite de l'Arkansas ne satisfait que le dixième des besoins. Les gisements de plomb et de zinc du Montana et du Colorado sont devenus insuffisants. Pour un très grand nombre de minerais, la dépendance est beaucoup plus préoccupante.

31. Une agriculture vigoureuse mais protégée :

L'agriculture américaine est la première du monde : elle fournit 60% du soja mondial, près de la moitié du maïs, 15% du blé mais aussi le tiers des agrumes, et ses élevages n'ont rien à envier aux pays européens les plus performants. C'est une agriculture à deux, voire à trois vitesses:

- une agriculture familiale, faite de fermes moyennes (100 à 150 hectares),
- une agriculture capitaliste, faite de très puissantes sociétés agricoles souvent liées à des conglomérats agro-alimentaires,
- une agriculture d'appoint, «hors normes», faite de modestes exploitations tenues par des retraités ou des pluri-actifs.

Depuis le début de la présidence Reagan (1981), les responsables américains n'ont cessé d'attaquer les pratiques protectionnistes, notamment en matière agricole, de leurs partenaires commerciaux, se vantant pour leur part d'être parfaitement libre-échangistes. Mais il y a quelque distance du discours à la réalité : comme les autres, les Etats-Unis protègent leur marché intérieur, défendent leurs parts de marché extérieur et subventionnent leurs exploitants. L'Etat fédéral aide les agriculteurs à exporter, soit en assistant la négociation des termes des contrats (par exemple avec la Russie), soit en fournissant des crédits directs, soit en

subventionnant les exportations pour concurrencer la C.E.E. sur certains marchés comme ceux du bassin méditerranéen.

Enfin, les autorités américaines protègent aussi leur propre marché, avec tout l'arsenal des mesures classiques (contingents, taxes compensatoires, droits de douane,...).

Mais le chef-d'oeuvre du protectionnisme américain est indubitablement la barrière sanitaire, d'autant plus irréprochable qu'elle est fondée sur des critères «scientifiques» automatiques et qu'elle frappe des produits défectueux (suivant les définitions américaines) et non tel ou tel pays exportateur.

32. Des industries traditionnelles parfois en difficulté :

Les Etats-Unis sont devenus la première puissance industrielle du globe avant 1900. Depuis la fin des années soixante cependant, l'essoufflement est patent. La lecture des palmarès est sans appel : la production d'acier a diminué de moitié en quinze ans, et les Etats-Unis ont glissé au troisième rang mondial. Dans la même période, ils sont passés du premier au quatrième rang pour les filés de coton et se sont fait devancer par le Japon pour l'électronique et l'automobile.

Mais du Texas à la Californie, du Colorado à l'Arizona, l'essor de l'électronique, de l'aérospatiale, repose sur la mise en place de puissants complexes, dynamiques et innovateurs, capitalisant sur les synergies industrie-université. La Silicon Valley en Californie et le Research Triangle de Caroline du Nord en sont les exemples les plus spectaculaires.

33. Une industrie de pointe : l'informatique

Symbole, s'il en est, du succès technologique d'un pays, les ordinateurs sont depuis quarante ans l'emblème de la suprématie industrielle américaine.

L'avance incontestable dont jouissaient les Etats-Unis il y a peu de temps encore dans le domaine de la haute technologie s'est rétrécie dans les années 80. Bien que les Etats-Unis dominent encore le marché des ordinateurs et des pièces détachées qui leur assure un important surplus commercial, ils sont de plus en plus talonnés par le Japon et les pays asiatiques nouvellement industrialisés.

IBM, pourtant cinq fois plus importante que sa rivale la plus proche, n'est plus qu'une firme parmi d'autres. Apple (à qui l'on doit le Macintosh), Compaq et IBM sont les principaux producteurs de PC mais se trouvent désormais concurrencés par des imitations beaucoup moins coûteuses, fabriquées pour la plupart dans les pays asiatiques.

Le marché mondial des logiciels est également entre les mains de firmes américaines. De nombreuses compagnies ont réorienté leur recherche vers le domaine des logiciels (software) qui se développe plus vite que la partie matérielle (hardware).

Les firmes américaines sont par ailleurs les spécialistes mondiales du raccord entre ordinateurs individuels et gros ordinateurs et autres systèmes de communication. Ce domaine représente une industrie montante. Le développement international et en pleine expansion du réseau Internet en est un exemple d'actualité.

* * *

*Une grande puissance hégémonique,
en quête d'une identité et d'un rôle*

Omniprésents, sinon envahissants, les Etats-Unis d'Amérique demeurent la référence obligée, le modèle négatif ou positif de toute observation, sociale, économique, diplomatique ou politique. Incontournables, ils constituent un baromètre du monde, un miroir des angoisses et des espérances des nations civilisées.

Modèle et repoussoir, l'Amérique d'aujourd'hui est encore plus conquérante que jamais. Mais le contraste qui peut exister entre la perception que les occidentaux ont de cette nation et celle que les Américains ont d'eux-mêmes est frappant. Après avoir retrouvé un dynamisme économique incontestable que traduit la diminution spectaculaire du taux de chômage, ceux-ci ne sont toujours pas rassurés. Le contraste entre l'image de superpuissance de l'Amérique à l'extérieur et la perception de vulnérabilité du citoyen américain n'a jamais été aussi grand.

Tentés une nouvelle fois par l'isolationnisme, les Américains se trouvent confrontés aux exigences d'un monde multipolaire qui attend d'eux un engagement ferme, permettant la création d'un véritable système multilatéral, qui ne répond pas toujours aux intérêts propres de leur nation.

1. UNE SITUATION INTERIEURE INDECISE

Alors que les Etats-Unis caracolent en tête des nations, une partie de plus en plus importante des Américains se pose de nombreuses questions quant au devenir de la société qui les entoure, et entraîne celle-ci vers un retour au conservatisme.

La remise en cause de l'accueil des immigrés, le recours à des valeurs morales propices parfois à un certain fondamentalisme, la méfiance à l'égard de l'Etat fédéral, et la remise en cause de l'Etat-providence accusé d'affaiblir les valeurs morales et familiales, constituent autant de manifestations d'une certaine mal de vivre de la société américaine confrontée à de nombreux défis.

11. De nombreuses interrogations :

L'opinion publique américaine, mal à l'aise face aux récentes évolutions, remet en question la politique traditionnelle d'accueil qui a fait la gloire du « melting-pot américain », et s'inquiète devant les projections démographiques qui révèlent que la part des américains d'origine européenne décline, et pourrait ne plus représenter que la moitié de la population à l'horizon 2050.

L'évolution, en un domaine particulier mais significatif, peut être chiffrée comme suit : en 1980, le recensement officiel enregistre la présence de 14,6 millions d'Hispaniques, en majorité mexicains. En 1990, il faut compter 22,3 millions d'Hispaniques et 27 millions en 1994, soit une augmentation de 28% depuis 1990.

De plus en plus d'américains rejettent ainsi sur l'immigration, notamment clandestine, la responsabilité de certains désordres intérieurs (criminalité, déficits, remise en cause de l'Etat providence, échec scolaire, etc...). Leurs peurs se traduisent par la mise en cause de l'Etat fédéral, par le rejet de la politique « d'affirmative action » ou encore par la volonté, relayée par un projet de loi voté à la Chambre des représentants le 1^{er} août 1997, de faire de l'anglais la langue officielle des Etats-Unis.

La question scolaire est ainsi devenue un sujet à polémique. Naguère ouverte pour favoriser l'intégration des Noirs dans la vie de la cité, l'école connaît aujourd'hui un rude pluralisme, où l'anglais subit une érosion certaine, et où s'esquisse l'image d'une Amérique bilingue. Le système éducatif américain, hétérogène à outrance pour tout observateur européen, s'essouffle et ne parvient que difficilement à assumer sa vocation.

La politique « d'affirmative action », qui consiste à avantager certaines personnes sur des critères ethniques ou de sexe, n'a, de façon analogue, plus guère le vent en poupe. L'organe exécutif du système universitaire de Californie vient ainsi de décider de l'abandonner, et la question devrait être soumise prochainement aux électeurs de cet Etat. La récente évolution de la Cour suprême des Etats-Unis est en cette matière intéressante à observer : une décision d'un tribunal régional, interdisant l'utilisation de critères raciaux dans les trois Etats de Louisiane, du Mississippi et du Texas, vient en effet d'être laissée en l'état.

De nombreux indicateurs tendent ainsi à montrer que le rêve américain connaît quelques troubles.

22. Des fractures sociales profondes :

La recherche communautaire nourrit aujourd'hui une large partie du discours politique en Amérique. La ségrégation des populations et des sensibilités ne constitue pas en soi un fait nouveau, mais elle s'est renforcée en raison du dépérissement de solidarités plus vastes, et en raison de l'activité de forces centrifuges qui règnent dans la politique, la culture, l'éducation et l'organisation territoriale.

Leurs racines sont multiples. Les mouvements de minorités qui ont émergé à la fin des années soixante ont fait preuve d'un penchant plus ou moins séparatiste, institutionnalisé par les générations suivantes dans les écoles, les universités, l'art, la politique et les lieux de travail. Au contraire, les institutions à vocation plus universelle sont restées plus fragiles. Ainsi, les syndicats sont quasiment impuissants, avec seulement 16% des travailleurs affiliés, le plus bas niveau depuis 1920. Les partis politiques connaissent également une désaffection identique et

la participation électorale ne cesse de décroître. Dans le même temps, les inégalités augmentent si rapidement que les conditions de vie du tiers le plus favorisé de la population deviennent spectaculairement différentes de celles de la majorité restante.

Des bouleversements géographiques ont également joué un rôle dans le fractionnement actuel de la société américaine. Avec le flot montant de l'immigration, spécialement dans les villes côtières, combiné au déplacement des Blancs des villes vers les banlieues, il ressort que la plupart des grands centres urbains n'est plus aujourd'hui qu'une addition de minorités organisées en groupes selon des intérêts distincts.

La violence tend par ailleurs à envahir la sphère publique, et il semble que le concept d'unité nationale, toujours fragile aux Etats-Unis, laisse la place aux partisans d'une « solidarité fractionnelle » prônant un épanouissement culturel et idéologique au sein de communautés séparées.

Mais ce rapide tableau des actuelles difficultés intérieures ne doit pas faire oublier que les Etats-Unis sont la première puissance mondiale, et qu'ils entendent bien le rester.

2. UNE ECONOMIE FLORISSANTE

Une des grandes réussites de l'administration Clinton aura été de restaurer la confiance et de redresser l'économie.

21. Un net redressement :

Le chômage, tout d'abord, a régressé, passant de 7,5% au début de son premier mandat à 5,1% au mois de juillet 1996. Les très bons résultats de l'économie américaine en termes d'emploi ont même suscité quelques accidents dans une bourse de New York sans doute inquiète des possibles répercussions de la disparition d'un « volant de chômage » sur le coût du travail et de l'inflation.

Il faut cependant souligner que cette importante réduction du chômage accompagne une évolution générale vers des emplois moins stables. Les cadres moyens, notamment, ont pris conscience de leur précarité, au gré des politiques de « downsizing » (dégraissage) des grandes entreprises.

La croissance de l'économie américaine, qui avait pratiquement stagné au premier semestre 1995, s'est redressée depuis lors pour s'établir aux environs de 2,5%. En dépit de récurrentes alertes à la « surchauffe », l'inflation (entre 2 et 2,3% pour 1996 selon les estimations) a été contenue à un niveau très inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE, ce qui a permis à la Réserve Fédérale de poursuivre sa politique de relâchement de la rigueur monétaire instaurée en 1994.

Le déficit commercial, qui s'était déjà fortement réduit au second semestre 1995, pour la première fois depuis 1991, a continué à décroître. Les exportations américaines ont en effet augmenté du fait de la bonne situation économique de certains partenaires commerciaux des Etats-Unis (Canada, Mexique, Japon), mais aussi, et il s'agit sans doute d'un résultat de la politique Clinton, parce que les Etats-Unis ont su gagner des parts de marché.

Objet de toutes les attentions et de vives critiques des Républicains, le déficit budgétaire américain s'est nettement contracté dès le premier mandat du Président Clinton, passant de 5% en 1992 à 1,7% en 1996. Le budget pourrait devenir légèrement excédentaire dès 2001.

Ces excellents résultats ne doivent cependant pas cacher certaines pratiques américaines peu en accord avec les règles internationales.

22. Un protectionnisme caché :

Ce fait est d'autant plus aigu que, moins de deux ans après la conclusion de « l'Uruguay round » et alors que l'organisation mondiale du commerce (OMC) cherche encore ses marques, les Etats-Unis tendent, lorsque leurs intérêts sont menacés, à substituer leur propre législation aux règles multilatérales.

Cet unilatéralisme s'explique aussi par le moindre poids de l'économie américaine dans l'économie mondiale et par le sentiment d'une plus grande vulnérabilité à la concurrence internationale. D'autant que ce sentiment est entretenu et instrumentalisé par les discours électoraux de Pat Buchanan et Ross Perrot, qui dénoncent les effets de la mondialisation et se montrent favorables à une attitude plus protectionniste.

Avec les législations Helms-Burton et d'Amato-Kennedy, les Etats-Unis renouent avec leur traditionnel penchant pour l'unilatéralisme commercial. Ces lois permettent en effet à l'administration américaine de prendre des mesures de rétorsion « extraterritoriales » puisque les Etats-Unis prétendent les appliquer contre les entreprises non américaines qui entretiennent des relations avec Cuba, l'Iran ou la Libye.

L'Union européenne et d'autres partenaires commerciaux des Etats-Unis protestent d'ailleurs depuis longtemps contre le fait unilatéraliste, et notamment contre deux dispositions, la « section 301 » et la « super 301 »¹ qui permettent aux Etats-Unis d'engager des représailles contre tout pays qui bloquerait ou gênerait l'entrée sur son marché intérieur des produits américains.

Le 6 mars 1996, un an après la signature des accords de Marrakech et quelques jours après qu'un avion d'opposants cubains réfugiés à Miami ait été abattu par la chasse cubaine (24 février 1996), le Congrès adopte une loi, dite Helms-Burton, destinée à renforcer l'embargo commercial décrété unilatéralement par les Etats-Unis à l'encontre de Cuba depuis trente-quatre ans. Signée le 12 mars par Bill Clinton, elle fait l'objet, dès le mois de juin, de directives d'application.

Les réactions des partenaires commerciaux des Etats-Unis, notamment de l'Union européenne, sont alors tellement vives que le Président américain est obligé, le 1^{er} juillet, d'annoncer la suspension du chapitre IV de ce texte jusqu'en février 1997 : permettant à un

¹ Section 301 du Trade Act (Loi sur le commerce extérieur) adopté en 1974. Elle vise à promouvoir le respect des droits des Etats-Unis lorsque ceux-ci font face à « *des pratiques commerciales déloyales affectant de façon négative les intérêts commerciaux américains* ».

La section « Super 301 » est un amendement de la section 301 votée pour deux par le Congrès en 1988 et d'abord non reconduite. Réintroduite par un décret-loi (executive order) pris par Bill Clinton en mars 1994 et prorogée en 1995 pour cinq ans par la Commission des Voies et des Moyens de la Chambre des représentants, elle rend en partie automatique une procédure de rétorsion à l'encontre de partenaires commerciaux dont les pratiques auraient été jugées déloyales.

tribunal américain, sur plainte d'une société d'outre-atlantique, de sanctionner voire de frapper d'amende des entreprises étrangères ayant « trafiqué » avec Cuba, il visait les entreprises étrangères qui, d'une manière ou d'une autre, ont pu tirer profit de biens ayant appartenu à des Américains avant d'être nationalisés et récupérés par les autorités castristes.

Parallèlement, le Congrès adopte la législation d'Amato-Kennedy, signée par Bill Clinton le 5 août 1996. Il s'agit, cette fois-ci, de mesures semblables à celles prévues par la loi Helms-Burton, destinées à empêcher les investissements étrangers en Iran et en Libye dans les secteurs gazier et pétrolier.

Les entreprises étrangères investissant dans ces deux Etats au moins quarante millions de dollars (environ 200 millions de francs) par an dans le secteur des hydrocarbures pourraient être frappées par au moins deux sanctions, choisies par le Président des Etats-Unis dans la liste suivante : interdiction totale d'exporter vers les Etats-Unis ; interdiction de l'achat à cette entreprise de tout bien ou service par le gouvernement fédéral ; interdiction de tout prêt de plus de dix millions de dollars par un établissement américain ; interdiction de toute aide financière de l'Eximbank (organisme finançant les exportations américaines) ; interdiction de toute licence d'exportation de technologie américaine au profit de cette entreprise. Dans le cas de la Libye, ces sanctions pourraient également s'appliquer en cas de violation de la résolution 748 du Conseil de sécurité de l'ONU².

Cette législation, par laquelle les Etats-Unis prétendent dicter une politique étrangère à leurs partenaires et leur interdire l'accès à certains marchés, a évidemment été très mal accueillie par le Canada, le Mexique, l'Amérique latine et surtout par l'Union européenne, qui ont protesté et engagé des recours devant l'OMC. Objet de polémiques durant la campagne présidentielle américaine, cette question est quasiment réglée.

Les Quinze ont en effet officiellement approuvé, le lundi 14 avril 1997, l'accord intervenu entre la Commission européenne et les Etats-Unis sur la non-application à l'Europe de la législation Helms-Burton.

En dépit des efforts américains pour retarder la procédure engagée devant les instances de l'OMC, Renato Ruggieri, son directeur général, avait récemment désigné les trois membres d'un « panel » dont la tâche était d'arbitrer le différend. Celui-ci, qui disposait de six mois, avait commencé ses travaux.

Le Commissaire européen, Sir Leon Brittan, satisfait du résultat auquel il est parvenu avec Stuart Eizenstat, son principal interlocuteur dans cette négociation (sous-secrétaire pour le commerce international et représentant spécial du Président sur le dossier de Cuba) a jugé possible de suspendre les travaux du « panel ». Il ne s'agit là que d'une suspension, si bien que la procédure pourrait reprendre dans l'hypothèse où Washington ne tiendrait pas ses engagements.

Selon la Commission, les premiers contacts établis entre l'administration américaine et le Congrès laissent augurer une réaction positive. La réponse du Congrès ne devrait toutefois pas intervenir dans ce premier dossier avant le mois d'octobre 1997.

² Votée le 31 mars 1992, cette résolution établit un embargo aérien et militaire contre la Libye, afin de contraindre Kadhafi à extraditer deux agents libyens impliqués dans l'attentat à la bombe du Boeing 747 de la Pan Am détruit au-dessus de Lockerbie en décembre 1988.

Le « panel » constitué à l'OMC ne concernant pas la législation d'Amato-Kennedy, le Président Clinton se serait engagé à obtenir du Congrès, au profit des Européens, une dérogation de portée générale, relative à l'Iran. Les compagnies européennes pourraient ainsi à nouveau y envisager des investissements supérieurs à quarante millions de dollars sans risquer de représailles. Dans le cas de la Libye, considérée par les Américains comme politiquement plus sensible que l'Iran, les dérogations ne seraient accordées qu'au cas par cas.

Il n'en reste pas moins que, dans ces affaires, les Etats-Unis mélangent habilement les intérêts commerciaux et les menées diplomatiques avec la lutte contre des menaces de nature terroriste. Le terrorisme devient alors un alibi de la guerre commerciale, et l'unité de langage comme d'action de l'ensemble des pays occidentaux ne peut plus alors être acquise.

3. UNE POLITIQUE ETRANGERE DELICATE A MENER

Lorsque Bill Clinton a été élu en novembre 1992, son expérience en matière de politique étrangère était très limitée. Il entendait d'ailleurs se consacrer essentiellement aux enjeux de politique intérieure et l'avait clairement martelé pendant sa campagne. Pour le candidat Clinton de 1992, la situation des droits de l'Homme était plus importante que le commerce, et la guerre en Bosnie devait rester l'affaire des européens. Les Etats-Unis n'avaient ni le devoir, ni les moyens d'être les gendarmes du monde. Quatre ans plus tard, Bill Clinton s'est familiarisé avec la politique internationale et peut se targuer de ses bons résultats en ce domaine.

31. Des débuts difficiles, puis une bonne maîtrise :

Tout avait pourtant mal commencé. La première année du mandat Clinton a surtout été marquée, en matière de politique étrangère, par l'enlèvement en Somalie. Mais surtout, le Président apparaissait indécis, manquant de leadership, se contentant de réagir aux événements. Incapable de fixer les grands axes de sa politique étrangère, il laissait à d'autres, Warren Christopher, Anthony Lake, Mickey Kantor, le soin de la gérer, ce qui s'est traduit parfois par des rivalités et certaines incohérences.

Peu à peu, le Président a pris de l'assurance, et, faute de pouvoir mettre en œuvre son programme de réformes internes, il s'est consacré de plus en plus aux questions internationales et peut s'enorgueillir de plusieurs succès : les progrès dans la voie de la paix au Proche-Orient (même si l'accession au pouvoir en Israël de Benyamin Netanayhou a contrecarré l'impulsion donnée) et en Bosnie, la poursuite des réformes en Russie, la création de l'Accord de libre-échange nord américain³, le sauvetage du Mexique au bord de la faillite en 1995, ou encore l'établissement de la démocratie en Haïti.

Le second mandat Clinton peut maintenant commencer sous de bons auspices dans la mesure où la nouvelle équipe mise en place dispose d'une solide expérience internationale, et d'une aura inégalée au plan mondial.

Pourtant, les plus récentes évolutions, notamment au Moyen-Orient, mais aussi en Asie ou encore sur le front de la « diplomatie commerciale » semblent indiquer que la politique étrangère américaine entre dans une zone de turbulences.

³ NAFTA en anglais : North American Free Trade Agreement / ALENA en français.

32. Une gestion délicate d'intérêts mondiaux :

La politique étrangère américaine de l'après-guerre froide semble en effet manquer de cohérence et a tendance à refléter des définitions changeantes de l'intérêt national. Les complexités de la politique mondiale sont par ailleurs aggravées par des facteurs particuliers de l'administration Clinton, et par l'architecture de la prise de décision propre à Washington.

Les responsables de la politique étrangère auprès Bill Clinton ont en effet énoncé la plupart des grands objectifs des Etats-Unis sous forme de principes abstraits : avancée de la démocratie et du libéralisme économique, non-prolifération des armes de destruction massive, amélioration de l'environnement mondial, lutte contre la drogue et le sida, ...

L'équilibre des pouvoirs à Washington, entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire, constitue également parfois une entrave à la prise de décision rapide, et représente même une source d'incohérence quand le Congrès refuse de soutenir ou de financer les initiatives prises par l'exécutif.

Mais l'administration Clinton a su habilement tirer les leçons des erreurs commises, et améliorer son mode de prise de décision en matière de politique étrangère. Il en a résulté une affirmation de la prépondérance des Etats-Unis dans le traitement du dossier bosniaque, une relance vigoureuse du processus de paix au Proche-Orient, une politique plus graduelle et plus équilibrée dans le mécanisme de l'élargissement de l'OTAN et des relations avec la Russie, ainsi qu'une amélioration sensible des relations avec le Japon.

L'engagement américain se révèle donc aujourd'hui être sélectif, déterminé par des priorités nationales et internationales, et répondant en grande partie aux intérêts des Etats-Unis. Les dossiers en cours reflètent toutefois le souci de considérer une perspective mondiale, tournée vers la zone européenne comme vers la zone pacifique, ce qu'aucune autre puissance ne peut aujourd'hui assumer à plein.

Le dialogue pan-américain, la maîtrise du Moyen-Orient, les relations avec l'Europe, dans le cadre notamment de l'élargissement de l'OTAN, et la poursuite de l'ouverture avec l'Asie, Chine et Japon principalement, constituent autant de problèmes épineux à suivre tant ils sont porteurs de questions, et, pour certains, lourds de menaces pour l'équilibre mondial.

En Amérique latine, la politique étrangère américaine cherche à limiter les ventes d'armes, à convaincre les Latino-américains de s'associer aux activités internationales de maintien de la paix, à encourager la coopération dans les domaines de la recherche et du développement, et à favoriser l'intégration économique avec les pays intéressés. L'accent est par ailleurs mis sur une coopération multilatérale accrue dans la lutte contre le trafic de drogue. Cette politique ne porte toutefois pas totalement ses fruits tant il est vrai que la pesée américaine est forte, allant jusqu'à conditionner l'aide économique aux résultats obtenus dans cette lutte conjointe.

Au Moyen-Orient, les dossiers du processus de paix et du Golfe restent toujours ouverts. L'assassinat d'Yitzhak Rabin le 4 novembre 1995 par un juif exalté aurait pu bloquer le processus de paix engagé entre israéliens et palestiniens ; mais la dépendance israélienne à l'égard des Etats-Unis n'a cependant pas permis au nouveau Premier ministre, Benyamin Netanyahou, élu le 29 mai 1996, de fondamentalement changer la politique de son pays. Il n'en demeure pas moins que les relations avec le nouveau gouvernement israélien sont foncièrement

plus difficiles à mener qu'avec les travaillistes.

Dans le Golfe, les Etats-Unis ont poursuivi une politique de « double endiguement », dont le but est de limiter la capacité de l'Iran et de l'Irak à se doter de la technologie nécessaire pour fabriquer des armes de destruction massive, à soutenir le terrorisme, à intimider leurs voisins, ou à fomenter des révolutions. L'influence de l'Iran au Liban, en Bosnie ou au Soudan est également largement combattue par les services américains. Parallèlement à ces actions, les Etats-Unis, qui ont parfaitement su gérer l'après-guerre du Golfe en termes de contrats, maintiennent une présence militaire forte en Arabie saoudite et dans les espaces maritimes voisins.

Vis-à-vis de l'Europe, l'attitude américaine s'est assouplie, se montrant plus favorable à l'intégration européenne, et admettant la naissance d'une entité autonome de sécurité européenne au sein de l'Alliance atlantique. La crise yougoslave a d'ailleurs servi les intérêts américains : bien que mise au pied du mur en matière d'engagement de troupes au sol, l'administration Clinton a su montrer à des partenaires parfois récalcitrants la puissance de son action, et peser sur l'évolution du dossier.

Cet engagement ne peut d'ailleurs être dissocié de l'ensemble des questions en suspens. La réforme et l'élargissement de l'OTAN, ainsi que la délicate question des relations privilégiées avec la Russie, constituent autant de défis à relever. Les Américains semblent en tout cas déterminés à garder une tutelle majeure sur l'outil de défense mis en place en Europe, auquel ils contribuent de façon déterminante, et appuient grandement le processus d'évolution des réformes mis en place à Moscou.

En Asie, l'administration Clinton poursuit des objectifs clairement définis : non-prolifération nucléaire en Corée du Nord, défense des droits de l'Homme en Chine, appui au gouvernement démocratique naissant à Taïpei, et inflexibilité dans les négociations commerciales avec le Japon. Le soutien est enfin total à l'égard de la nouvelle institution économique multilatérale régionale, l'APEC (Asia Pacific Economic Cooperation).

Il existe ainsi un subtil jeu d'équilibre dans la politique étrangère des Etats-Unis : Asie ou Europe, la question ne se pose même pas. Les Etats-Unis n'ont pas à choisir ; c'est leur prérogative de première puissance mondiale que de pouvoir assumer leur présence au plan planétaire.

33. Le terrorisme : un enjeu majeur

La lutte contre la drogue, mais aussi et surtout la lutte contre le terrorisme constituent des thèmes majeurs dans la politique étrangère des Etats-Unis. Le Président américain a même été jusqu'à qualifier ce dernier phénomène de « *plus important défi lancé à la sécurité auquel le monde devra faire face au XXIème siècle* »⁴.

Si le terrorisme représente bien un danger majeur, il n'en reste pas moins qu'il est aussi « instrumentalisé » par l'administration américaine, en matière diplomatique comme commerciale. L'Iran, l'Irak, la Libye et le Soudan font ainsi partie de la liste des pays qui doivent être placés au ban de la communauté internationale. En ce domaine, les efforts des Etats-Unis sont constants et pressants à l'égard de leurs partenaires.

⁴ Le Monde, 31 juillet 1996.

Dès le 7 mars 1996, alors que des attentats venaient de frapper Israël, le Président américain annonce un sommet contre le terrorisme. Ce sommet rassemble, une semaine plus tard, à Charm-El-Cheikh (Egypte), autour de Bill Clinton et de Shimon Pérès, 29 chefs d'Etats et de gouvernements « bâtisseurs de paix ». La divergence de vues entre les Etats-Unis et Israël d'une part, et les Etats de l'Union européenne et les pays du monde arabe de l'autre, empêche toutefois la condamnation officielle de l'Iran. Le lendemain, après avoir participé à un Conseil de défense en Israël, Bill Clinton annonce à Jérusalem, l'ouverture de négociations sur un accord bilatéral entre les Etats-Unis et Israël en matière de terrorisme. Un traité de défense est alors même envisagé.

Après l'attentat contre la base américaine de Dharan en Arabie saoudite (25 juin 1996), les Etats-Unis saisissent l'opportunité de la première grande réunion internationale, le sommet du G7 à Lyon le 27 juin, pour en faire un nouveau sommet anti-terroriste. Sur proposition des Etats-Unis, les dirigeants des pays les plus industrialisés décident alors de mettre à l'étude les moyens de renforcer leur coopération dans la lutte contre le terrorisme. Une réunion de suivi est prévue à Paris pour le mois de juillet.

Cette « conférence ministérielle sur le terrorisme » s'ouvre, le 30 juillet 1996, au lendemain de deux nouveaux attentats : l'explosion en vol du Boeing de la TWA et la bombe aux jeux olympiques d'Atlanta. De nouveau, les Etats-Unis font pression sur leurs partenaires pour condamner et isoler les « Etats terroristes » et souhaitent obtenir leur soutien dans une série d'actions communes contre les pays qu'ils soupçonnent de pratiquer ou de soutenir le terrorisme. De nouveau, les européens marquent leur différence d'appréciation. Un accord peut cependant être conclu, par les pays du G7 et la Russie, sur un catalogue de vingt cinq mesures destinées à lutter contre le terrorisme. Ces mesures sont essentiellement liées aux procédures d'extradition et au droit d'asile.

* *
*

Les Etats-Unis d'Amérique, à l'orée des années 2000, bien que portant en germe de nombreuses interrogations, semblent inégalables. Impressionnants de puissance, bénéficiants d'atouts incommensurables, dotés d'un dynamisme incomparable, ils rayonnent sur le globe.

Plongés dans un monde multipolaire, confrontés au délicat problème du partage du leadership, ressentant parfois, comme l'ensemble de leurs partenaires, des difficultés à anticiper les menaces, ils demeurent toutefois en mesure d'exercer encore pour longtemps sur la planète leur ascendant économique et commercial, culturel et social, diplomatique et politique.

La stratégie militaire des Etats-Unis d'Amérique :
un statut de puissance mondiale

Les Etats-Unis sont aujourd'hui la seule nation pouvant se qualifier de grande puissance : c'est en effet le seul pays à satisfaire les critères dans les domaines économique, politique, industriel, militaire et diplomatique.

Toutefois les Etats-Unis ont été touchés par la crise économique et procèdent depuis quelques années à de sérieux réajustements de leur outil militaire. La chute très sensible des crédits alloués à la défense et la diversité des missions demandées ont nécessité des fermetures d'unités, des restructurations et des modifications d'emploi pour certains matériels ou systèmes d'armes.

Les Etats-Unis considèrent la situation internationale plus délicate à appréhender que pendant la guerre froide et ont répertorié quatre dangers majeurs qui sont :

- l'instabilité régionale,
- la prolifération des armes de destruction massive,
- les dangers transnationaux, drogue, terrorisme,
- les risques pour la démocratie et les réformes dans l'ancienne Union soviétique.

La stratégie américaine peut donc se concevoir comme « *Stratégie nationale de sécurité d'engagement et d'élargissement* » qui prône une présence américaine à travers le monde et un élargissement de la communauté des démocraties d'économies libérales.

Toutefois, l'objectif militaire prioritaire des Etats-Unis reste la préservation des intérêts américains contre des menaces directes ; la prise en compte des dangers induits par les nouvelles menaces constitue un objectif global supplémentaire.

Les objectifs militaires nationaux des Etats-Unis sont :

- **Promouvoir la stabilité**
- **Contrecarrer les agressions**

La stratégie militaire adoptée pour ce faire est basée sur trois composantes principales qui sont :

- **1. l'engagement en temps de paix**
- **2. la dissuasion et la prévention des conflits**
- **3. la victoire au niveau des guerres engagées**

Ces buts ne peuvent être atteints qu'à deux conditions:

- **Une présence outre-mer importante**
- **Une forte capacité de projection**

Les composantes de la stratégie américaine et les actions militaires associées

1. L'ENGAGEMENT EN TEMPS DE PAIX

1.1: Les contacts militaires

Les contacts militaires bilatéraux constituent un des moyens les plus efficaces pour promouvoir la stabilité ; ils peuvent revêtir la forme d'opérations militaires ou d'échanges d'officiers.

1.2: L'assistance aux nations étrangères

Les armées américaines participent d'une manière sélective à des activités qui aident des nations amies à combattre l'anarchie, la subversion et l'insurrection. Il peut s'agir d'exercices bilatéraux, de programmes de partage de renseignement, de capacités de transmissions ou de soutien logistique.

1.3: L'assistance à la sécurité

Cette assistance militaire consiste à fournir, de façon sélective, aux pays amis, des moyens qui leur permettent de se défendre. La présence de ces équipements renforce les capacités des nations amies à combattre à côté des américains. Fournir aux alliés des moyens fabriqués aux Etats-Unis augmente l'influence de l'armée américaine et augmente l'interopérabilité d'une éventuelle coalition.

1.4: Les opérations humanitaires

Il s'agit de participations identiques à celles que peut effectuer la France.

1.5: Les luttes anti-drogue et anti-terrorisme

La participation à la lutte anti-drogue ou anti-terrorisme hors du territoire des Etats-Unis ne pose aucun problème pour toutes les forces armées américaines lorsque le gouvernement décide de les impliquer. Ce rôle est assuré par les unités des Coast-Guard sur les approches du territoire américain.

1.6: La participation au maintien de la paix

Les opérations de maintien que les Etats-Unis peuvent être amenés à effectuer sont toujours étudiées au cas par cas ; ces participations peuvent inclure la participation des forces armées.

2. LA DISSUASION ET LA PREVENTION DES CONFLITS

2.1: La dissuasion nucléaire

La dissuasion nucléaire américaine vise à empêcher tout adversaire d'agresser les Etats-Unis ou ses alliés. Les Etats-Unis conservent une triade de vecteurs capables de porter le feu nucléaire et de protéger les territoires de l'Amérique et de ses alliés.

2.2: Les alliances régionales (Europe, Corée, Japon, Amérique latine)

Les Etats-Unis maintiennent la majorité de leurs alliances d'avant la guerre froide et essaient de promouvoir de nouveaux partenariats en faveur de la paix, surtout vers les anciens pays du pacte de Varsovie et même vers la Russie. L'Asie du sud-est est aussi un des intérêts majeurs des Etats-Unis, d'une part à cause de l'importance stratégique de cette région, d'autre part en raison du fort développement qui s'y produit.

De plus, compte-tenu de la sensibilité de la région, les Etats-Unis maintiennent l'alerte au Moyen-Orient.

2.3: Les déploiements préventifs en cas de crise

La réponse rapide aux crises qui peuvent se produire exige des déploiements importants dès le temps de paix, ainsi que des capacités de transport aérien et maritime majeures ; le ravitaillement en vol revêt une importance capitale.

2.4: Le contrôle des armements

Le contrôle des armements contribue à la sécurité des Etats-Unis par les réductions du nombre et des types d'armes susceptibles de menacer le territoire américain ou allié. L'accent est mis aujourd'hui sur les accords de réduction des armements conventionnels. Les Etats-Unis souhaitent parvenir à la signature la plus large des accords de réduction des armements chimiques de façon à les éliminer le plus rapidement possible.

2.5: Les mesures de transparence

Ces accords visent à promouvoir la transparence et l'ouverture dans les affaires militaires ; ils se concrétisent entre autre chose par des autorisations de survol de sites sensibles (Accords Ciel Ouvert).

2.6: L'évacuation de ressortissants

Une telle mission fait l'objet de planification et d'entraînements au sein des forces armées américaines.

2.7: L'application des sanctions internationales

Ces sanctions sont constituées de mesures dissuasives telles qu'embargo, blocus ou autre mesures pouvant ralentir le trafic du pays concerné. Ces mesures exigent des capacités de coordination des opérations militaires de tous types, ainsi que la constitution de dispositifs multinationaux ad hoc.

2.8: Les opérations de consolidation de la paix

Pour ce type d'opérations, le commandement et le contrôle des opérations revêtent une importance particulière ; de plus, la liaison avec le pouvoir politique est vitale sans toutefois que le Président n'ait à prendre le commandement à la place des militaires.

3. GAGNER TOUTE GUERRE

3.1: Définir les objectifs précis et les forces adéquates

La définition claire des objectifs permettra d'adapter le volume des forces pour mener à bien l'opération prévue.

3.2: Projeter une puissance suffisante sur le théâtre d'opérations

La stratégie américaine prévoit de n'engager le combat qu'en cas de rapport de forces très favorable ; les capacités aériennes et maritimes de projection devront être importantes et prévoir l'appel rapide de réservistes pour effectuer certaines tâches sans amputer les armées d'active.

3.3: Mener un combat efficace dans un cadre interarmées et interalliés

Les forces devront mener le combat dans un cadre complexe ; cela nécessite que chacun connaisse les capacités et les spécificités des autres armées et nations. Il est ainsi indispensable de conduire un entraînement aussi réaliste que possible dans un cadre interarmées et interallié incluant des moyens modernes de simulation complexe et la participation large et fréquente de nations alliées.

3.4: Gagner la guerre de l'information

Il est aussi nécessaire d'avoir une vision parfaite et complète de toute la bataille ; cela implique des moyens de surveillance, de communication et de traitement de l'information très performants.

3.5: Convaincre l'adversaire de la capacité américaine à dominer tout combat comprenant l'utilisation d'armes de destruction massive

Les Etats-Unis doivent faire savoir qu'ils sont capables d'employer des armes de destruction mais aussi de se protéger d'un adversaire éventuel qui les utiliseraient. A cette fin, ils poursuivent leur entraînement pour opérer en environnement contaminé par des agents chimique, biologique ou radioactif.

3.6: Débuter les préparatifs pour pouvoir s'engager dans un second conflit afin de dissuader tout adversaire éventuel

Il s'agit pour les Américains d'être capables de soutenir deux conflits quasiment simultanés en faisant savoir qu'ils ont la capacité d'engager des forces importantes sur deux théâtres mais aussi celle de basculer très rapidement une quantité importante de matériel et d'hommes d'un théâtre à l'autre en fonction des événements.

3.7: Affecter les forces les mieux entraînées à la mission principale, mobiliser les réserves pour effectuer les missions secondaires

Les Etats-Unis souhaitent utiliser les forces d'active sur les théâtres d'opérations réelles. Ils doivent pour cela être capables de redéployer rapidement les forces affectées sur d'autres théâtres, stationnées outre-mer ou en entraînement sur le territoire américain.

Ils doivent, de même, être en mesure de mobiliser les réserves capables de remplacer et/ou augmenter rapidement les forces prélevées pour l'opération.

3.8: Se préparer à gagner la paix dès le début du conflit

Les forces américaines employées en opération extérieure doivent préparer la paix future ; cela passe par des actions humanitaires pendant la durée de la guerre, des actions de soutien pour l'organisation politique du pays et l'appui des organisations non-gouvernementales aidant la population. Les industriels qui pourraient participer à la reconstruction ne sont pas écartés de ces préparatifs.

Les capacités militaires américaines

Les forces américaines sont en constante réduction depuis huit années, cette réforme se poursuivra au moins jusqu'en 1999.

D'un effectif de 2 130 000 en 1989, les forces armées atteindront 1 418 000 à la fin de 1999. La réduction aura porté sur 8 divisions de l'armée de terre, 11 escadres d'avions de combat et 223 navires de combat. Les Marines ne garderont que trois forces expéditionnaires et passeront de 197 000 à 174 000 hommes ; les Coast Guard se réduiront de 44 000 à 36 300. Les forces de réserve passeront de 1 170 000 à 893 000 hommes.

Il est clair que les forces diminuent mais le rôle et l'ambition des Etats-Unis restent intact. Il y a donc en cours une restructuration pour rendre plus efficaces les forces armées américaines en améliorant les méthodes d'entraînement et en poursuivant la modernisation en cours.

Les fondements de la construction des forces restent :

- des hommes et des femmes de qualité,
La qualité des personnels est basée sur le recrutement, sur le réalisme et l'intensité de l'entraînement ; cela suppose l'utilisation de moyens très modernes de simulation et de techniques psychologiques visant à s'approcher le plus possible des conditions de combat réelles,
- une préparation opérationnelle et une disponibilité permanente,

- une amélioration permanente des capacités de projection, de surveillance du champ de bataille, de communication et l'emploi d'armes de précision,
- l'utilisation des technologies les plus modernes pour les systèmes en développement ainsi que le lancement de programmes de modernisation de l'existant,
- la recherche du meilleur équilibre entre les forces actives et les forces de réserves, entre les différentes armées et entre les forces de mêlée et de soutien.

CONCLUSION:

Cette stratégie découle de celle de la guerre froide, malgré la dislocation de l'Union soviétique et la réduction du format des forces américaine, et reste une stratégie d'engagement global.

Les responsabilités mondiales des Etats-Unis exigent des capacités militaires importantes et quantitativement supérieures, de manière à dissuader tout adversaire.

La dissuasion nucléaire et la prévention des conflits restent les éléments majeurs de la stratégie des Etats-Unis.

La fin de la guerre froide n'a pas ralenti le rythme des opérations militaires, leur réussite repose sur la qualité des personnels, la préparation des forces, l'amélioration des capacités, d'importantes modernisations et un meilleur équilibre des forces.

La stratégie d'engagement flexible et sélectif nécessite une force militaire importante capable de répondre rapidement à toute menace et apte à protéger la nation américaine et ses alliés.

* *
*

ANNEXES

- Doctrine d'emploi des forces armées
- Organisation du système de défense américain
- Unified Commands
- Specified Commands
- Qui gouverne à Washington ?
 - La Constitution
 - Le Président des Etats- Unis
 - Le Vice-président
 - Le Cabinet ministériel
 - Le Congrès
- L'âne et l'éléphant

Traduction du document:

DOCTRINE D'EMPLOI DES FORCES ARMEES.

(Document NATIONAL STRATEGY 1996)

Une stratégie pour un engagement flexible et sélectif.

Introduction :

En formulant la stratégie militaire nationale, le chef d'état-major des armées s'est inspiré de la stratégie de sécurité nationale conduite par le Président et de la révision complète conduite par le Secrétaire à la défense. La *stratégie de sécurité nationale d'engagement et de développement* met l'accent sur l'engagement mondial et le développement des démocraties d'économie libérale. De ce fait, cette nouvelle stratégie militaire nationale passe par un engagement flexible et sélectif et implique un large éventail d'activités et de capacités pour aider et former le nouvel environnement international.

L'environnement international :

Les défis pour nos intérêts globaux n'ont pas disparu avec la fin de la guerre froide. Aujourd'hui, nous faisons face à un monde dans lequel les menaces sont très répandues et incertaines et dans lequel un conflit est probable mais trop souvent imprévisible. Le paysage stratégique est caractérisé par quatre principaux dangers que nos armées doivent considérer : l'instabilité régionale, la prolifération des armes de destruction massive, les dangers transnationaux tels que le trafic de drogue et le terrorisme, et les risques pour la démocraties et les réformes dans l'ancienne Union Soviétique , en Europe de l'Est et ailleurs.

Beaucoup de tensions, ethniques, religieuses, territoriales et économiques contenues par les pressions de la compétition bipolaire ont éclaté avec la disparition des contraintes de la guerre froide. L'instabilité régionale résulte aussi des politiques agressives poursuivies par des puissances comme l'Irak, l'Iran et la Corée du nord pour dominer leurs voisins dans les domaines économique, politique et militaire.

Malgré ses progrès, le processus de la réforme économique et politique dans les Etats de l'ex-Union soviétique peut être inversé. En outre, la Russie continuera à détenir un grand nombre d'armes nucléaires et de systèmes associés. Aussi est-il important pour nous de travailler avec la Russie et les autres nouveaux pays indépendants pour stopper la prolifération de tous types d'armes de destruction massive et supporter le processus de réforme démocratique.

Les objectifs militaires nationaux :

La protection des intérêts des Etats-Unis contre les menaces requiert l'emploi de capacités militaires appropriées de concert avec nos forces nationales économique, diplomatique et de renseignement. Nos forces armées sont engagées dans le monde entier pour accomplir deux objectifs militaires nationaux : promouvoir la stabilité et contrer les agressions.

Nous entrons dans une importante période avant que revienne la stabilité pour notre environnement stratégique. Nos efforts de paix pour contrer l'instabilité régionale, gêner la prolifération des armes de destruction massive, réduire l'impact des menaces transnationales et supporter la démocratie et les réformes sont importants pour promouvoir la stabilité et dissuader les agressions pendant le processus de transformation de l'après guerre froide.

La stratégie :

Nos forces armées doivent s'acquitter de trois tâches pour accomplir l'objectif militaire de promouvoir la stabilité et de stopper les agressions. Ces trois composantes de la stratégie sont l'engagement en temps de paix, la dissuasion et la prévention des conflits et le combat et la victoire des guerres nationales.

L'accomplissement des tâches spécifiques de la stratégie est facilité par les deux concepts stratégiques complémentaires de présence outre-mer et de projection de forces.

Les concepts stratégiques :

La présence outre-mer se compose de forces stationnées en permanence et de forces temporairement déployées à l'étranger. Aussi, nous maintenons la présence outre-mer non seulement avec des forces permanentes déployées, mais également avec un programme à l'étranger de déploiements aériens, terrestres et navals, d'opérations plus aléatoires, et un repositionnement général d'équipements. La présence outre-mer aide à maintenir d'importantes infrastructures utilisables en temps de crise. Bien que la taille de notre présence permanente outre-mer se soit réduite de manière significative dans ces dernières années à cause du changement dans l'environnement international, l'importance de ces forces n'a pas diminué. Elles apportent la preuve certaine de notre engagement à défendre les intérêts américains et ceux de nos amis et alliés.

En diminuant les forces permanentes stationnées outre-mer, nous devons proportionnellement accroître notre capacité de projection de forces à l'étranger.

L'existence d'une capacité de projection de forces crédible vient en complément de notre présence outre-mer en tant que dissuasion vis-à-vis d'adversaires potentiels. Cela fournit davantage de flexibilité à nos leaders nationaux dans l'emploi de la force militaire.

Les composants de la stratégie :

L'engagement du temps de paix comporte un large éventail d'activités de non-combat entreprises par nos forces armées et qui démontre notre engagement : améliorer les capacités militaires, promouvoir les idées démocratiques, soulager la souffrance et augmenter la stabilité régionale. Une partie de l'engagement du temps de paix comprend des contacts entre militaires, l'assistance aux nations, l'assistance à la sécurité, des opérations humanitaires, antidrogue et antiterrorisme et de maintien de la paix.

En coopération avec les éléments de la force nationale américaine, nos capacités militaires servent à dissuader des agresseurs et à prévenir les conflits en convaincant les adversaires potentiels que leurs objectifs ne seraient pas atteints et que leurs agressions seraient à coup sûr contrées. Décourager une attaque nucléaire contre les Etats-Unis constitue une tâche critique pour nos militaires.

Cette seconde composante de notre stratégie est le fruit de nombreux concepts et programmes incluant, dissuasion nucléaire, alliances régionales, gestion de crises, contrôle des armements, établissement de relations de confiance, opérations d'évacuation de civils, mesures de rétorsion et promotion de la paix.

Etre prêt à faire et à gagner les guerres de la nation constitue notre principale responsabilité et le souci majeur guidant toutes nos activités militaires.

Cette capacité constitue la garantie ultime pour nos intérêts vitaux et la raison fondamentale pour laquelle notre nation a conservé et maintenu à ce niveau ses forces armées.

En cas de guerre, l'emploi des forces armées américaines suivra les principes suivants :

- (1) définir des objectifs clairs et appliquer une force conséquente.
- (2) projeter les forces nécessaires sur le théâtre des opérations.
- (3) combattre de façon combinée avec les alliés et amis, combattre de façon conjointe en intégrant les capacités requises de chaque service.
- (4) Aider à la domination des opérations de combat en gagnant la guerre de l'information.
- (5) Contrer les armes de destruction massives par la dissuasion et améliorer notre capacité d'opération en ambiance contaminée.
- (6) Initier la préparation des forces pour soutenir une seconde éventualité régionale au début du premier conflit visant à dissuader d'éventuels agresseurs.
- (7) Trouver les forces requises par retrait de missions de moindre importance et mobilisation de réserves.
- (8) Débuter la planification pour gagner la paix au début du conflit.

Capacités militaires :

Les forces armées des Etats-Unis sont maintenant dans leur huitième année de réduction. De même que nous réduisons les forces, nous les restructurons aussi pour les défis du siècle prochain. Cette force réduite et restructurée sera améliorée par de nombreuses et efficaces améliorations, la rendant capable d'exécuter notre nouvelle stratégie et parfaitement prête pour les défis de l'ère nouvelle.

Le besoin central de notre stratégie, comme décrit dans la *revue complète* est une force capable de disputer et de gagner deux conflits régionaux majeurs quasiment simultanés. Pendant que ce besoin détermine la structure des forces, d'autres nécessités doivent aussi être prises en compte, comme des forces permettant une présence outre-mer adéquate, des capacités spatiales autorisant un large éventail d'activités de paix ou de guerre, et assurant la sécurité de nos forces nucléaires de dissuasion.

Les forces de combat et de support sont construites sur cinq fondements majeurs.

Le premier est la grande qualité des hommes et des femmes qui composent notre force militaire. Il n'est pas de facteur plus important pour notre succès militaire et qui est la raison pour laquelle nous travaillons dur pour recruter et retenir des gens de qualité par un entraînement réaliste et une bonne qualité de vie.

Le second fondement est l'état de préparation et d'alerte. Maintenir un état d'alerte élevé pour nos forces est un pré-requis pour dissuader les agressions et répondre aux crises. Aujourd'hui nous mettons l'accent sur la préparation interarmées en accroissant la doctrine et l'éducation communes, en développant des mesures d'alerte communes et en améliorant l'entraînement interarmées et interalliés.

Le troisième fondement consiste en de variables améliorations des forces. Les améliorations sont le moteur de notre capacité de mobilité stratégique, comprenant l'aérotransport, le transport maritime ainsi que les forces prépositionnées. Des améliorations continues sont aussi indispensables dans la surveillance du champ de bataille, dans notre système de commande et de contrôle, et dans notre capacité d'emploi d'armes de précision.

Le quatrième fondement est la modernisation, qui est vitale pour maintenir l'efficacité essentielle que les forces américaines possèdent aujourd'hui, et assurer la préparation future. Compte-tenu des contraintes budgétaires, les importants investissements nouveaux seront poursuivis seulement s'ils sont rentables. Les systèmes d'armes existants continueront à être modernisés pour bénéficier des rapides progrès technologiques.

Le cinquième fondement de nos forces est l'équilibre. Malgré sa taille plus réduite, notre armée doit maintenir un éventail approprié de forces de capacités pour acquérir la polyvalence nécessaire pour vaincre les défis d'aujourd'hui et être capable de contrer les menaces nouvelles.

Les forces de combat doivent être équilibrées avec des forces de support importantes, les forces d'active doivent être équilibrées avec des forces de réserve appropriées, et la *structure des forces doit être équilibrée avec l'infrastructure.*

Conclusion :

La stratégie militaire nationale d'engagement sélectif et adapté s'adresse aux défis du siècle prochain. La responsabilité mondiale américaine nécessite des capacités mondiales, malgré l'option régionale que prend la stratégie. Nous devons utiliser toute notre puissance et travailler avec nos alliés pour assurer la stabilité dans un monde troublé et complexe. Cela signifie que nos forces réduites doivent être construites puissantes et variées mais surtout basées sur le fondement commun de personnels d'exception.

ORGANISATION DU SYSTEME DE DEFENSE AMERICAIN

Les différentes responsabilités en matière de défense aux USA sont les suivantes :

- le Président est le Commandant en Chef des Forces Armées :
William Jefferson dit « Bill » CLINTON.

- Le National Security Council - NSC - (Conseil National de Sécurité), sous la présidence du Président des USA est composé :
 - du Vice-président: Albert GORE Jr
 - du Secretary of State (Ministre des Affaires Etrangères): Madeleine ALBRIGHT.
 - du Secretary of Defense - SECDEF - (Ministre de la Défense)
 - du Directeur de la CIA
 - du Director of the Office of Emergency, (Cellule de gestion des crises)¹ comprenant les 5 Chefs d'Etat-Major.

Le Secretary of Defense (Ministre de la Défense) est le premier adjoint du Président pour tout ce qui traite de la défense. A ce titre, il est donc à la tête du Department of Defense - DOD (Ministère de la Défense).

Ses missions sont, en préparant et en employant les forces armées, de :

- garantir et défendre la Constitution,
- assurer la sécurité des USA (à l'intérieur comme à l'extérieur),
- proposer et mettre en oeuvre la politique de défense.

Pour ce faire il est secondé par le Deputy Secretary of Defense et dispose de 2 instances :

- Office of Secretary of Defense - OSD - (Cabinet du Ministre de la Défense) instance d'environ 2.000 personnes comprenant 2 Under Secretary (Sous directions), l'un pour la définition de la politique de défense, l'autre pour la recherche et le développement. Il comprend, en outre, une dizaine de cellules de conseil.
- Le Joint Chiefs of Staff - JCS (Etat-Major des Armées) composé des grands conseillers militaires du Président et du Secretary of Defense (Ministre de la Défense).

Présidé par le Chairman Joint Chiefs of Staff Général SHALIKASHVILI, CJCS (CEMA), il comprend:

- Le Chief of Staff of the Army - CSA (CEMAT),
- Le Chief of Naval Operations - CNO (CEMM),
- Le Chief of Staff Air Force - CSAF (CEMAA),
- Le Commandant of the Marine Corps.

Les missions de cette structure sont :

- le conseil en matière de défense militaire auprès du Président des USA et du SECDEF (Ministre de la Défense),
- la constitution du premier niveau de la chaîne opérationnelle du commandement en mettant sur pied l'état-major des armées,

- la préparation de la planification stratégique,
- la proposition du dimensionnement des forces pour répondre aux menaces,
- la fixation de l'unité de doctrine entre l'entraînement et l'emploi des forces.

Pour ce faire, ils disposent du Joint Staff (Etat-Major Inter Armées) dont la mission première est de préparer les plans et rapports qui serviront de base au JCS. Cet Etat-Major est organisé de façon classique, avec les Joint Directorates (direction interarmées) suivants :

- J1, ressource humaine et personnels,
- J2, Soutien du JCS, Defense Intelligence Agency,
- J3, Opérations,
- J4, Logistique,
- J5, Plans et politique d'emploi,
- J6, Commandement, Contrôle et Système de communications,
- J7, interopérabilité,
- J8, Ressources et Structures des forces.

Les Military Departments - (Ministères d'Armées) sont :

- Le Department of the Army (Armée de Terre),
- Le Department of the Air Force,
- Le Department of the Navy, et le Marine Corps (qui en dépend, bien qu'il jouisse d'une certaine autonomie).

Partie intégrante du DOD (Ministère de la Défense), ils sont sous tutelle d'un civilian secretary (Secrétaire civil). Leur mission consiste, aux ordres de leur Chief of Staff (Chef d'Etat-Major), à mettre sur pied les forces (recrutement, formation, équipement). Dans ce cadre, ils n'ont pas de responsabilité de contrôle des opérations.

Les Defense Agencies (Agences de Defense), au nombre de 13, ont globalement un rôle de conseil, de proposition et de contrôle dans des domaines d'intérêt général, au profit de l'ensemble du DOD.

Les commandements opérationnels : - Unified commands (Commandements unifiés, composés d'éléments d'au moins 2 Armées et chargés, en permanence, d'une zone donnée ou d'une mission), sont :

- US Pacific Command,
- US European Command,
- US Southern Command,
- US Atlantic Command,
- US Central Command,
- US Special Operations Command,
- US Space Command,
- US Transportation Command,
- US Strategic Command,

- Specified command (Commandement particulier, organisé sur une base fonctionnelle, composés d'éléments d'une seule armée. Sa mission est permanente) :

- Strategic Air Command - SAC.

La chaîne du commandement va du Président des USA aux Unified & Specified Commands, en passant par le SECDEF (Ministre de la Défense) et le JCS (EMA).

Le nombre des Unified & Specified Commands n'étant pas fixé par la loi, il peut varier, à l'occasion.

UNIFIED COMMANDS

Les Unified commands (Commandements unifiés) sont composés d'éléments d'au moins 2 armées et sont chargés, en permanence, d'une zone géographique donnée.

1 - U.S. Pacific Command (U.S. Pacom)

Créé en 1947, il couvre la plus importante de toutes les zones d'action US (52 % de la surface du globe puisqu'il inclut à la fois l'océan Pacifique, l'océan indien et la masse continentale asiatique).

A l'intersection des influences américaines, russes, chinoises, indiennes et japonaises, son importance est vitale pour les USA, dans la mesure où plus d'un tiers de son commerce y transite. Sur le plan économique, elle est marquée par le développement considérable du Japon, de la Corée et des pays de l'ASEAN.

La présence militaire russe y est permanente et conséquente. Un tiers à un quart de leurs forces y sont stationnées (57 divisions, 3 000 avions de combat, 120 sous-marins, 2 des 4 porte-avions de la classe KIEV, etc...) et lui confèrent une capacité stratégique nucléaire et/ou conventionnelle permanente.

Missions du US PACOM :

Conformément aux directives du pouvoir, pour défendre les USA contre toute agression par l'océan Pacifique :

- en temps de paix : y soutenir et y promouvoir la politique et les intérêts américains, tout en y coordonnant les activités des forces.
- en temps de guerre ou de crise : y planifier et y conduire les opérations.

Moyens du US PACOM :

Aux ordres du Commander in chief US PACOM dont le PC est à Oahu (Hawaii), il comprend 380 000 hommes répartis entre:

- l'US Army Western Command (Commandement Ouest de l'Armée de Terre) basé à Fort Shafter,
- l'US Pacific Force Fleet (Flotte du Pacifique) basée à Pearl Harbor,
- la Fleet Marine Force Pacific (Marines du Pacifique) basée à Camp HM Smith,
- la Pacific Air Forces (Forces Aériennes du Pacifique) basées à Hickam Air Force Base.

Il couvre, en outre :

- les deux Subordinate Unified Commands (Commandements Unifiés Subordonnés):
 - US Forces Korea.
 - US Forces Japan.
- les Security assistance organizations (Organisations d'Assistance et de Sécurité) de la région, dont la mission est de coordonner et de promouvoir les programmes d'assistance.

Ces programmes permettent de fournir des équipements militaires ou tout autre service de défense (formation, entraînement, etc...). Ils concernent le Japon, la Corée, la Thaïlande, les Philippines et l'Australie. De plus, des relations bilatérales de sécurité sont entretenues régulièrement avec les pays de l'ASEAN. Parallèlement 5 accords de défense ont été passés avec l'Australie, la Nouvelle Zélande, le Royaume-Uni, Singapour et la Malaisie.

2- U.S. European Command (U.S. Eucom)

S'inscrivant dans la logique des 2 guerres mondiales, les USA sont persuadés que la sécurité de leur pays est liée à la liberté de l'Europe.

En 1949, le traité de l'OTAN fut signé entre les USA et les nations d'Europe occidentale pour faire face à cette menace. L'USEUCOM a été mis sur pied en 1952 pour en coordonner la participation américaine.

Sa zone d'action inclut l'ensemble de l'Europe jusqu'à la frontière russe, zone d'application de la participation américaine de l'OTAN, mais aussi la Turquie et le Proche-Orient et l'Afrique (moins l'Egypte, le Soudan, l'Ethiopie, la Somalie et Madagascar).

L'aspect particulier majeur de l'USEUCOM est sa capacité à être renforcé, en 10 jours, à hauteur du volume de :

- 10 divisions,
- 37 escadrons de chasseurs-bombardiers,
- 1 brigade amphibie des Marines.

Les grandes unités concernées s'entraînent régulièrement à cette mise en place depuis les USA dans le cadre des exercices REFORGER (REturn of FORces to GERmany). Cette composante repose sur la capacité d'aérotransport aérien stratégique (voir US TRANSPORTATION COMMAND), sur les dépôts de matériels prépositionnés en RFA, les fameux POMCUS (Prepositionned of Operationnal Material Configurated to Unit Sets).

Missions du US EUCOM :

- Garantir l'engagement US dans le cadre de l'OTAN,
- Protéger les intérêts US (y compris par l'évacuation des ressortissants en cas de crise),
- Suivre le renseignement sur l'ensemble de la zone (EUROPE, Proche-Orient et Afrique),
- Adapter les actions d'assistance sur l'ensemble de la zone (incluant le Proche-Orient et l'Afrique), en menant l'accent sur l'aide pour permettre aux pays amis de se protéger eux-mêmes de toute agression.

Moyens du US EUCOM :

Aux ordres du Commander in chief US EUCOM dont le PC est à Stuttgart (RFA), il comprend près de 317 000 personnels armant, entre autres:

- le US V Corps basé à Frankfurt -RFA- (LANDCENT).

Cas particulier pour la Méditerranée dont les forces navales sont fournies par l'US Atlantic Command et le Proche-Orient dont certaines forces terrestres sont fournies par l'US Central Command.

L'ensemble de ces éléments est sous contrôle opérationnel de l'US European Command.

3- U.S. Southern Command

Comme l'a rappelé l'actualité récente, l'US Southern Command est principalement localisé sur le Panama. Cependant sa perception de l'ensemble de la zone centrale et latino américaine est plus globale. Elle inclut, en effet, dans la défense du territoire national celle de ses intérêts économiques. En effet, en dépit de quelques progrès vers la démocratie dans telle ou telle partie de la zone, le manque de stabilité politique, le sous-développement social surtout économique, sont autant de facteurs déstabilisants pour l'ensemble de la zone.

Les signes les plus flagrants de ces handicaps se révèlent dans la dette extérieure de ces pays, l'ampleur du trafic des stupéfiants et la persistance de mouvement insurrectionnels à dominante marxiste.

Missions du US SOUTHCOM :

- Assurer la défense du canal de Panama conformément au traité de 1977,
- Commander l'ensemble des forces américaines stationnées en Amérique Latine et Amérique Centrale (le Mexique exclu),
- Définir les hypothèses d'emploi, en élaborer la planification et conduire l'entraînement ou la conduite des opérations afférentes,
- Mener toutes les actions pour garantir la sûreté des ressortissants américains (protection, évacuation, lutte contre le terrorisme, la subversion, les trafics de stupéfiants d'armes, etc...),
- Promouvoir la coopération entre les nations amies de la région par l'échange de renseignement et d'assistance technique militaire ou humanitaire ou tout autre opération visant à y maintenir la paix,
- Lutter contre la drogue.

Moyens du US SOUTHCOM :

- l'US Army South (composante Armée de Terre) basé à Fort CLAYTON (Panama) dispose en permanence d'une force d'environ 7 000 hommes. L'US Southern Air Force basée à BERGSTROM Air Force Base (Texas) dispose de la 12ème Air Force basée au même endroit,
- la US Naval Forces Southern Command basée à Fort AMADOR (Panama), a, entre autres, la charge de l'aide au transit des bateaux alliés à Panama.

4 - U.S. Atlantic Command

- L'US Atlantic Command a été créé en 1947.

Sa zone de responsabilité est à dominante quasiment exclusivement maritime. Elle comprend la totalité de l'océan Atlantique du pôle nord au pôle sud. Mais elle inclut aussi l'océan Pacifique entre les côtes ouest des Amériques Centrale et Latine et la longitude 92, ceci afin de garder l'unité de commandement maritime sur l'ensemble des régions latino américaines. Enfin dans le cadre de l'OTAN, les responsabilités et les objectifs de ce commandement sont étroitement liés à ceux du commandant en chef allié pour l'Atlantique (SACLANT) ; ainsi, par exemple il est chargé de fournir les moyens maritimes nécessaires à l'US European Command en Méditerranée.

Missions du US Atlantic Command :

- Dissuasion de toute attaque directe à l'encontre du territoire national, depuis sa façade atlantique,
- Protection des intérêts vitaux américains dans la zone,

- dans le cadre l'OTAN, assurer le maintien de la liberté des routes maritimes et aériennes entre l'Amérique du Nord et l'Europe, tout en étant en mesure d'y soutenir une campagne aéroterrestre.

Moyens du US Atlantic Command :

Disposant d'un PC situé à Norfolk (Virginia), l'US Atlantic Command est composé de :

- les US Army Forces Atlantic (composante Armée de Terre) de 3 divisions,
- l'US Air Force Atlantic dispose de 1 400 avions de combat,
- l'US Atlantic Fleet est forte de plus de 300 bateaux, dont 29 sous-marins balistiques lanceurs d'engins,
- l'US Fleet Marine Force Atlantic dispose de près de 50 000 Marines et de 400 appareils d'appui embarqués.

Son commandement est articulé en 4 commandements subordonnés :

- l'Iceland Defense Force, chargée du contrôle de la zone polaire,
- les US Forces Açores basées à Lajes, sont spécialisées dans la lutte anti sous-marine et le contrôle de surface. Elles sont aussi chargées d'un rôle de ravitaillement des unités de renforcement de l'OTAN en Europe,
- les US Forces Caribbean, basées à KEY WEST (Floride), sont chargées du contrôle de la zone caraïbe.

5 - U.S. Central Command :

La zone de responsabilité de l'US Central Command s'étend sur 19 états du Moyen-Orient, du Sud Ouest de l'Asie et l'Est de l'Afrique.

Cette zone a été marquée par toutes les tensions récentes, de la déstabilisation de l'Iran, de la guerre Iran-Irak qui lui a fait suite, à la Guerre du Golfe. La stratégie qui y prévaut est celle de l'économie des forces. Elle met l'accent sur la capacité d'action commune entre pays alliés et/ou amis, chacun assumant sa part de l'effort de défense.

Mission du US Central Command :

- Préserver et protéger l'accès des pétroliers US et alliés aux ressources du Golfe Persique,
- Assister les pays amis pour leur permettre de se prémunir contre l'insurrection et la subversion,
- Dissuader toute action de force ou d'intimidation dans la zone.

Moyens du US Central Command :

Disposant d'un PC à MacDill Air Force Base à Tampa (Floride) l'US Central Command se trouve à plus de 10 000 km de sa zone d'action. Il dispose de plus de 600 conseillers militaires répartis dans 13 pays de la région. En outre, dans sa planification d'engagement, il dispose d'une force interarmées de plus de 400 000 hommes basés en majorité aux USA.

6 - U.S. Special Operations Command

Couvrant l'ensemble du spectre des opérations du temps de paix à celle de la guerre nucléaire en passant par tous les niveaux de la crise/guerre selon les 3 niveaux :

- HIC / Conflits de Haute Intensité,
- MIC / Conflits de Moyenne Intensité,
- LIC / Conflits de Faible Intensité. Ce type d'action fait avant tout appel à des personnels de

très grande qualification et dont l'entraînement leur permet d'agir seuls ou en liaison avec les forces conventionnelles. La création de ce commandement a fait suite au constat d'échec tiré de l'opération «Blue Light» réalisée le 25 avril 1980 en Iran, où la force chargée de libérer les otages détenus dans l'Ambassade US de Téhéran avait du rebrousser chemin.

Missions du US Special Operations Command :

- Permettre le renforcement des autres Unified ou Specified Cds en unités des SOF (Special Operations Forces) tout en étant en mesure d'assumer le commandement direct de telle ou telle opération spéciale prescrite par le Président des US ou le SECDEF (Ministre de la Défense),
- Mettre au point les doctrines tactique et procédures d'emploi communes aux SOF,
- Former, entraîner et gérer l'ensemble de ces forces,
- Choisir et développer les matériels, équipements, ravitaillements et services communs à l'ensemble des SOF.

Moyens du US Special Operations Command :

Il coiffe l'ensemble des moyens d'active ou de réserve sous son commandement :

- 1st Special Operations Command basé à Fort Bragg (North Carolina),
- Navy : Naval Special Warfare Cd (Cdt des Opérations Navales Spéciales) à la Naval Amphibious Salle de Coronado (California),
- Air Forces : 23 rd Air Force à Hurburt Field (Florida),
- Inter Armées : Special Operations Command à Pope Air Force Base (North Carolina)

7 - U.S. Space Command :

Depuis la fin des années 50, chaque armée avait étendu son champ d'action à l'espace :

- la Navy pour les fusées à haute trajectoire, les systèmes de navigation terrestre et de communication par satellites ;
- l'Army pour les boosters et les vecteurs de lancement ;
- l'Air Force se focalisant sur les missiles balistiques intercontinentaux et, comme la Navy, les systèmes liés aux satellites.

Dans les années 80, l'accroissement considérable de l'importance de l'ensemble de ces systèmes amena, en 1985, sous l'impulsion de Caspar Weinberger (SECDEF) la création du US SPACECOM par la fusion des services propres à chacune des armées, chaque armée gardant son secteur privilégié. Ceci s'est réalisé simultanément à la mise en forme du programme IDS.

Les progrès considérables des technologies nouvelles confèrent à ce secteur une importance dont le commandement estime qu'il sera majeur dans l'avenir.

Ce commandement coiffe en outre, le North American Aerospace Defense Command (NORAD) qui veille au contrôle de l'espace dans la région du pôle Nord.

Missions du US Space Command :

- Contrôle de l'espace pour s'en assurer l'accès et la capacité d'y déployer ses vecteurs et, si nécessaire, empêcher l'ennemi d'utiliser des bases spatiales à des fins militaires,
- Soutien des forces pour l'aide à la navigation (terrestre et aérienne) et les communications,
- Surveillance et détection précoce d'alerte, ceci incluant les recherches nécessaires pour acquérir la capacité de prendre à partie les missiles balistiques d'attaque en cas de conflit stratégique.

Moyens du US Space Command :

- Basé à Peterson Air Force Base (Colorado), il comprend :
- le Air Force Space Command à Colorado Springs (Colorado),
 - le Naval Space Command à Dahigren (Virginia),
 - le Army Space Command à Colorado Springs (Colorado).

8- U.S. Transportation Command

Depuis 1987, il couvre l'ensemble des transports terrestres aériens et maritime. Disposant de l'ensemble des moyens lourds qu'il gère en temps réel grâce à un système de suivi automatisé, il est responsable de la capacité de mobilité stratégique des forces. La souplesse d'adaptation de ses moyens et leur capacité d'empont lui confèrent une puissance tout à fait remarquable.

Missions du US Transportation Command :

Fournir l'aérotransport pour :

- déployer le transport maritime,
- mettre en oeuvre les services d'extrémité,
- soutenir les forces.

- Military Airlift Command (MAC) basé à Scott Air Force Base (Illinois) disposant d'environ 1000 appareils et de 93 000 hommes.

Il est chargé :

- de l'aérotransport stratégique et tactique,
- de l'évacuation aérienne médicalisée,
- des transports du Président des USA,
- de la recherche aérienne et du sauvetage des appareils en perdition,
- des missions particulières (mise en place et récupération des SOF, relevés, météo, etc.).

- Military Sealift Command (MSC) basé à Washington - DC disposant d'environ 120 à 135 bateaux et de 7 000 hommes. Il est chargé du :

- déploiement des forces outre-mer par voie de surface,
- soutien des opérations outre-mer.

- Military Traffic Management Command basé à Falls Church (Virginia) disposant de 11 000 hommes. Il est chargé de :

- management du transport pour l'ensemble des forces armées,
- mise en oeuvre de l'ensemble des terminaux à travers le monde.

SPECIFIED COMMAND (COMMANDEMENT SPECIFIQUE)

Le Specified command (Commandement spécifique) est composé d'éléments d'une seule armée et est organisé autour d'une fonction particulière.

U.S. Forces Command (U.S. Forscom)

Créé en juillet 1987 en vertu du Defense Reorganisation Act de 1986, le US Forces Command se veut être la réserve stratégique du monde libre. Ce faisant, il a néanmoins la responsabilité de la défense du continent Nord Américain et plus particulièrement du CONUS (CONTinental US - territoire national US).

Missions du US FORSCOM :

- Constituer la réserve générale des forces terrestres des autres commandements,
- En liaison avec les forces armées canadiennes, planifier et éventuellement mener la défense du territoire national (incluant la part militaire de la défense civile),
- Mener l'entraînement interarmées de ces forces.

Moyens du US FORSCOM :

Aux USA (dont l'Alaska, Porto-Rico et les Iles Vierges) il dispose de :

- 19 installations majeures et 21 implantations de moindre ampleur,
- comptant 1 million d'hommes (dont 25 % d'active, 30 % de réserve et 45 % de la National Guard), il peut mettre sur pied 6 armées, 3 corps d'armée, 12 divisions, 4 brigades autonomes et plus de 700 unités.

Dans le cadre de leur Military Department (Ministère d'Armée), aux ordres de leur Chef d'état-major, chacune des armées est chargée de sa gestion spécifique ; elles n'ont pas de fonction de commandement opérationnel, celui-ci étant, en effet, assumée par les Unified & Specified Commands.

1 - L'US ARMY (L'Armée de Terre)

Forte de 495 000 personnels d'active (dont presque 70 000 femmes), l'Army dispose aussi d'une composante de réserve (Army Reserve) d'environ 215 000 personnes et de l'Army National Guard : 367 000 personnes).

Tout ceci constitue «the Total Army», concept regroupant 20 divisions dont 8 fournies par la NG (National Guard).

Organisation du niveau division.

Les 20 divisions se répartissent en :

- 7 light infantry divisions (divisions légères dont l'organisation, l'équipement et les procédures leur confèrent une mobilité stratégique remarquable par sa capacité à l'aérotransport),
- 13 heavy divisions (fortes de plus de 18 000 personnels et composées de 3 brigades et 10 bataillons de mêlée).

Organisation du niveau corps d'armée.

Composés d'au moins 2 divisions, ils sont actuellement articulés comme suit :

- I Corps basé à Fort LEWIS (Washington),
- II Corps basé à Fort HOOD (Texas), destiné au renforcement de l'OTAN,
- XVIII Airborne Corps basé à Fort BRAGG (North Carolina), principale grande unité des Rapid Deployment Forces - RDF - destinée à être déployée n'importe où dans le monde dans les plus brefs délais,
- V Corps basé à FRANKURT (RFA), et aux ordres de LANDCENT.

Niveau de conduite de la manœuvre opérationnelle, les Corps sont dimensionnés en fonction de la mission et du théâtre d'opération du moment. Ils disposent néanmoins des moyens organiques pour appuyer et soutenir des opérations pendant une longue période.

2 - L'US AIR FORCE (L'Armée de l'Air).

Forte de 381 000 personnels d'active (dont 64 000 femmes), l'US Air Force (USAF) compte aussi 171 000 civils. Elle dispose également de forces de réserve :

- l'AFRES - Air Forces REServes, forte de 73 000 personnes et 450 avions,
- l'ANG - Air National Guard forte de 108 000 personnes et de 1500 avions.

Ils jouissent du plus important ratio d'encadrement de l'ensemble des Armed Forces (forces armées): 1 officier pour 5, 5 aviateurs (Army: 1/8; Navy :1/7; USMC :1/8,8).

Missions :

Par la maîtrise de l'espace aérien et sa capacité de frappe nucléaire stratégique (US STRATCOM), elle contribue notablement à la dissuasion. En plus de la défense aérienne du territoire national, elle est chargée de fournir les moyens aériens nécessaires pour assurer l'appui feu des troupes au sol, le transport aérien stratégique et tactique (cf. US TRANSCOM). Enfin, elle a une part très importante dans la composante spatiale de la défense (cf. US SPACECOM).

Historique :

L'USAF n'est devenue une Armée autonome qu'en 1947. Elle a été à l'origine formée à partir du Signal Corps, pour devenir l'Army Air Corps, puis l'USAF.

Une restructuration entreprise en 1992 visait à :

- regrouper l'ensemble des moyens de combat et de projection sous deux commandements organiques (Air Combat Command et Air Mobility Command)
- assurer le soutien logistique des matériels de l'origine de leur conception jusqu'à leur élimination (Concept: from cradle to grave) au sein d'un unique commandement: l'Air Force Materiel Command.
- rassembler le recrutement, la formation et l'entraînement (hormis l'USAF Academy) au sein d'un commandement unique: l'Air Education and Training Command

Nota: La restructuration de l'Armée de l'air française en grands commandements organiques et opérationnels a suivi sensiblement la même démarche.

Organisation:

L'USAF est ainsi désormais organisée en:

- Huit Major Commands:

- **Air Combat Command (ACC):** composé d'éléments issus des Strategic et Tactical Air Commands, il regroupe l'ensemble des moyens de chasse, bombardement, reconnaissance, des plates-formes C3I et de quelques avions de transport et de ravitaillement en vol.

- **Air Mobility Command (AMC):** issu d'éléments des anciens Strategic Air Command et Military Airlift Command, responsable de tout l'aérotransport interthéâtres, il comprend la plupart des ravitailleurs et des avions de transport logistique et tactique.

- **Air Force Materiel Command (AFMC):** issu de la fusion des anciens Air Force System Command et Air Force Logistics Command, il est chargé des travaux de recherche, développement, essais, acquisition, mise en service et soutien logistique jusqu'à l'élimination des matériels. Il regroupe l'ensemble des moyens de production, des centres logistiques et des laboratoires d'essai de l'USAF.

- **Air Education and Training Command (AETC):** responsable du recrutement de toutes les catégories de personnel, de la formation initiale et continue, de l'entraînement en vol et de la formation dans le domaine médical.

- **Air Force Space Command (AFSC):** il met en oeuvre les missiles SSBS, les systèmes de détection et de surveillance l'espace ainsi que les moyens de lancement et de contrôle associés.

- **Air Force Special Operations Command (AFSOC):** c'est la composante air du commandement unifié US Special Operations Command.

- **United States Air Force in Europe (USAFE):** Chargé sous l'autorité de l'US European Command de la conduite des opérations aériennes américaines et OTAN. Une coordination étroite existe entre l'USAFE et les forces OTAN en centre Europe.

- **Pacific Air Forces (PACAF):** De même, il représente la composante aérienne du Pacific Command.

Trois « Direct Reporting Units »

placées sous l'autorité directe de l'état-major de l'USAF.

- L'USAF Academy (Ecole de l'air américaine)
- L'Air Force Operational Test and Evaluation Center (Equivalent du CEAM)
- L'escadre de support administratif et cérémonial.

Trente-huit Field Operating Agencies.

Elles représentent divers domaines de compétence: audit, environnement, gestion du personnel, doctrine, budget, historique, inspections, droit, soutien médical, relations publiques, infrastructure, réserves, police militaire, renseignement, météo...

3 - L'US NAVY (La Marine)

L'US Navy (USN) est forte de 407 000 personnels d'active (dont 30 000 femmes). Elle dispose aussi de forces de réserve, les Naval Reserve Forces (96 000 personnes).

Missions :

Outre son rôle de présence, elle doit avant tout, garantir la sécurité des routes maritimes et être en mesure d'agir pour préserver les intérêts américains outre-mer. De plus, par sa capacité de frappe nucléaire stratégique (cf. US LANT COM), elle contribue aussi, notablement, à la dissuasion. Enfin, sa part dans la composante spatiale de la défense est très importante (cf. US SPACECOM).

Organisation :

La structure de l'USN est double :

1. Les commandements fonctionnels :

Sous l'égide du Secretary of the Navy, on trouve le CNO - Chief of Naval Operations, qui coiffe :

- les Surface Forces Command (12 porte-avions, dont 5 nucléaires, 28 croiseurs, 70 destroyers, 90 frégates, 45 bateaux divers, etc...),
 - les Submarine Forces Command (34 SNLE, 90 sous-marins d'attaque, dont 5 SNA),
 - le Naval Aviation Command (1 100 chasseurs d'attaque, 630 intercepteurs, 360 avions de patrouille maritimes, 160 appareils de lutte ASM, etc...).
- les Coast Guards (280 bateaux, 180 avions) dépendent en temps de paix du Department of Transportation (Ministère des Transports) ; en temps de crise ou de guerre, ils passent sous contrôle de la Navy pour assurer la défense côtière et participer à la lutte ASM.

2. Les commandements opérationnels :

- CINCLANT - Commander in Chief Atlantic basé à Norfolk (Virginia), coiffe la II Flotte,
- CINCPAC - Commander in Chief Pacific basé à Hawaii, coiffe les III et VII Flottes,
- CINCPACFLT - Commander in Chief Pacific Fleet basé à Hawaii, coiffe la VI Flotte, déployée en Méditerranée.

Chaque flotte est composée de plusieurs Task Forces.

4 - L'US MARINES CORPS (Le Corps des Marines)

Bien que dépendant du Department of the Navy, l'US Marine Corps USMC est une armée à part entière. Fondée en 1775, seule force interarmée organique des US Armed Forces, sa capacité de combat amphibie est la plus grande au monde. Il compte 174 000 Marines (dont 10 000 femmes) et dispose aussi d'une division et d'une escadre aérienne de réserve.

Missions :

Le US Marine Corps est chargé :

- de fournir aux Fleet Marine Forces - FMF - (Forces des Marines à la mer) les forces interarmées nécessaires,
- de mettre au point les tactiques, techniques et équipements nécessaires aux forces de débarquement.

De plus, il peut être chargé par le Président des US de toute mission particulière.

Organisation :

Aux ordres du Commandant USMC, il a autorité sur :

- les Operating Forces (70 % de l'ensemble des forces) composés de :
 - FMF PAC basées à Hawaii,
 - FMF LANT basées à Norfolk (Virginia),
- le Support Establishment (structure de soutien) composé de :
 - 3 MC Bases :
 - Camp Pendleton (California) pour les 1ère Division et 3ème MAW,
 - Marines Air Wing (escadre aérienne), - Camp Lejeune (North Carolina) pour les 2è Division et 2è MAW,
 - Camp Butler (Okinawa) pour les 3ème Division et 1ère MAW,
 - Un Development & Education Center basé à Quantico (Virginia),
 - Un MC Air-Ground Combat Center (Centre d'entraînement au combat air-sol), basé à 29 Palms (California),
 - Un MC Mountain Warfare Center (Centre de formation de base), basé à Parris Island (South-Carolina),
 - 9 MC Air Stations,
 - 2 MC logistic Bases,
 - les Marine Security Guard (service chargé de la sécurité des ambassades, des arsenaux, etc).

QUI GOUVERNE A WASHINGTON

Commentant, en 1995, le livre du journaliste américain, Douglas Carter, traduit sous le titre: «*Qui gouverne à Washington?*», le professeur Charlier, constitutionnaliste français, constatait qu'après avoir lu cet ouvrage, il était tenté de répondre: «Personne!». Il précisait: «Un examen général de ce qu'est, en réalité et en fait, la politique américaine donne surtout l'impression d'une immense anarchie gouvernementale, d'un désordre d'organes et d'autorités de fait dont chacun tire à soi et exerce, de son côté, une partie du pouvoir, au milieu d'une grande incoordination». Et le professeur Charlier d'énumérer la liste des «organes et autorités de fait»: «Non seulement l'exécutif, la Chambre des Représentants, le Sénat, les Cours judiciaires, mais aussi directions des commissions, établissements autonomes, appareils et patrons de partis, citadelles bureaucratiques, chefs militaires, grandes affaires industrielles liées à tels de ceux-ci ou de celles-là, grands journaux, innombrables groupements et associations de croyances ou d'intérêts, syndicats, Eglises, entreprises, etc.» Trente ans après, le foisonnement politique aux Etats-Unis a

pris une dimension qui excède encore celle ainsi décrite. Il suffit, pour s'en convaincre, d'ouvrir *Le Jeu du Pouvoir* publié en 1989 par un autre journaliste américain, Hendrick Smith, et sous-titré - dans sa version originale - *How Washington Works*.

«La focalisation sur le Président a fait oublier, souligne Smith, que l'essence de l'action gouvernementale, aux Etats-Unis, réside dans la formation de coalitions majoritaires au Congrès.

Les problèmes ont été multipliés par la dispersion du pouvoir: effet de balkanisation dû à la multiplication des intérêts catégoriels, affaiblissement des partis politiques, absence d'un parti majoritaire et cohabitation quasi permanente résultant de la tendance des électeurs à panacher leur suffrage, votant Républicain pour la présidence et Démocrate pour le Congrès ou vice-versa».

Il ne faudrait pas conclure de ces réflexions que la vie politique américaine est une sorte de foire d'empoigne où chacun se dispute l'exercice du pouvoir. Mieux vaut tenter de cerner la réalité en analysant, tour à tour, les diverses instances de ce pouvoir et leurs interactions.

LA CONSTITUTION

Rédigée en 1787 et ratifiée au terme d'un débat passionné, la Constitution des Etats-Unis reste, dans le monde, le seul document de cette nature qui soit encore en vigueur plus de deux siècles après sa rédaction. Seulement vingt-sept amendements ont modifié le texte original, suivant la procédure prescrite par la loi fondamentale elle-même. Encore, les dix premiers d'entre ceux qui constituent une Déclaration des Droits furent-ils promulgués en même temps que le texte constitutionnel lui-même.

Il est vrai que la procédure de l'amendement est difficile et complexe puisqu'elle requiert à la fois l'approbation des deux tiers des élus de chacune des deux Assemblées (Sénat et Chambre des Représentants), et la ratification par les trois quarts des Etats de l'Union. Les amendements votés ont été, presque tous, liés aux grands débats de l'Histoire américaine: l'abolition de l'esclavage, en 1865 (XIII^e amendement); l'impôt sur le revenu, en 1913 (XVI^e amendement); la prohibition,

en 1919 (XVIII^e amendement), l'interdiction pour un même Président de briguer un troisième mandat (XXII^e amendement, en 1951)...

L'originalité de la Loi fondamentale américaine réside dans la juxtaposition des pouvoirs et des prérogatives de la Fédération et de ceux de chacun des Etats qui la composent. Chacune de ces entités distinctes étant dotée de pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, c'est donc un système qui porte, en soi, une grande complexité. D'autant que sa souplesse, typiquement américaine, lui permet de constantes et parfois subtiles évolutions. Ainsi, les rédacteurs de la Constitution, par principe hostiles au pouvoir monarchique de l'ancienne puissance coloniale, l'Angleterre, avaient-ils voulu donner la primauté de l'exercice du pouvoir au législatif (le Congrès). Au fil des temps et, notamment à

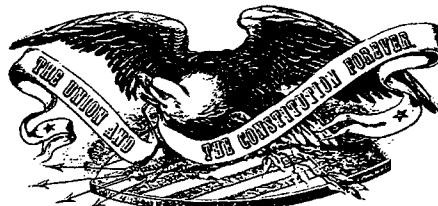
l'occasion de la Guerre de Sécession, l'exécutif a pris le pas sur le législatif et exerce, aujourd'hui, l'essentiel du pouvoir. Encore que cela soit sous le contrôle très strict et pointilleux du Congrès qui garde un considérable potentiel de blocage.

De même, la suprématie de l'autorité fédérale sur celle des Etats, bien qu'inscrite dans la Constitution (article 6, alinéa 2) ne s'est affirmée que progressivement et difficilement en raison de la résistance des Etats. Et reste-t-elle relativement limitée comme en témoigne le X^e amendement voté dès 1789 qui stipule: «Les pouvoirs qui ne sont pas délégués aux Etats-Unis par la Constitution et dont l'exercice n'est pas interdit par elle aux Etats, sont conservés par ces Etats respectivement ou par le peuple».

Ces dispositions, appa-

remment contradictoires, ont fait et font toujours l'objet d'innombrables litiges généralement arbitrés par la Cour suprême, seule instance judiciaire expressément prévue par la Constitution. Toutefois, dans les faits, la compétence des Etats reste la règle et celle du pouvoir central, l'exception. C'est vrai, notamment, de tout ce qui concerne le droit privé, commercial et pénal. On sait que certains Etats appliquent la peine de mort, abolie dans d'autres; on sait que dans certains Etats un divorce peut être prononcé en quelques heures alors que dans d'autres une longue procédure est nécessaire; on sait, enfin, que le droit des sociétés varie d'un Etat à l'autre.

Cette séparation des pouvoirs, entre l'Etat fédéral et les Etats de l'Union, d'une part, et entre le législatif, l'exécutif et le judiciaire, d'autre part, met en œuvre un système de «poids et contrepoids» (*checks and balances*) prévu par la Constitution et que la vie politique, au quotidien, a non seulement préservé mais encore renforcé.



LE PRESIDENT DES ETATS-UNIS

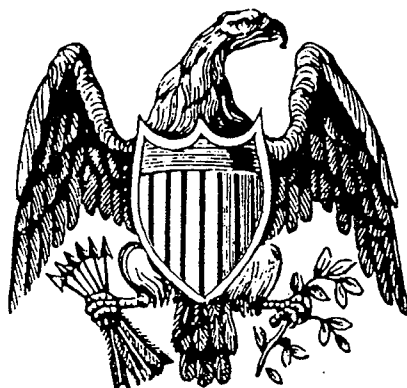
A la tête de la nation la plus puissante du monde, le Président des Etats-Unis peut être considéré, dans la limite constitutionnelle de ses fonctions, comme la clé de voûte du système politique américain.

L'élection

Le Président est élu pour quatre ans et, depuis 1951 (XXII^e amendement), il ne peut briguer plus de deux mandats. L'élection a lieu au suffrage universel indirect. Tous les quatre ans, le mardi suivant le premier lundi du mois de novembre (cette année, le 5 novembre), les électeurs des cinquante Etats de l'Union et ceux de Washington D.C. (la capitale n'est pas un Etat, bien que plusieurs tentatives aient été faites pour qu'elle le devienne) élisent des *grands électeurs* sur des listes qui leur sont présentées par les partis. En fait, par les Républicains et les Démocrates, encore que quelques groupuscules (comme le PC américain) ou quelque *outsider* (comme Ross Perot) tentent - traditionnellement et en vain - de troubler le jeu du bipartisme. Chaque liste comprend autant de *grands électeurs* que l'Etat a de sénateurs (deux) et de Représentants. Ce qui explique pourquoi les grands Etats qui ont un nombre de Représentants proportionnel à leur population décident, en fait, du sort du scrutin. A eux seuls, la Californie, la Floride et le Texas élisent 97 *grands électeurs*, soit plus du tiers de la majorité requise pour être élu (270 voix).

Le scrutin se déroule à la majorité simple à un tour et selon la règle américaine du *Winner Take All* (le gagnant prend tout). Si dans un Etat, une des listes en présence l'emportait avec une seule voix de majorité, elle serait intégralement élue.

Le premier lundi du mois



de janvier suivant, les *grands électeurs* se réunissent à Washington pour élire le nouveau Président des Etats-Unis. Ce décalage, de novembre à janvier, s'explique par le temps qu'il fallait, autrefois, aux *grands électeurs* pour faire la route de leur Etat jusqu'à Wa-

shington, à cheval ou en diligence.

L'émergence des deux grands partis politiques américains, depuis la présidence d'Andrew Jackson, en 1828, et la place qu'ils occupent sur la scène politique, a fondamentalement faussé cette procédure électorale prévue

par la Constitution. Aujourd'hui, dès le début du mois de novembre, il suffit de faire le compte des *grands électeurs* républicains et démocrates pour connaître la majorité et donc savoir qui sera Président des Etats-Unis. Le vote des *grands électeurs* et sa proclamation, le 6 janvier, ne sont plus que des cérémonies symboliques.

Avant l'élection du *ticket* Président / vice-Président, les candidats auront eu un long chemin à parcourir, depuis les primaires qui ont lieu dans la plupart des Etats, jusqu'à la Convention nationale du parti qui désigne triomphalement ses champions.

Les pouvoirs du Président

Chef et seul responsable de l'exécutif, il cumule les fonctions de chef de l'Etat et du gouvernement. Une situation unique parmi les grands pays industrialisés. Certes, le Président est soumis à un strict contrôle du Congrès, mais il ne manque pas d'armes face aux deux Assemblées, ce qui contribue à un équilibre entre le législatif et l'exécutif.

Le chef de l'Etat a le pouvoir de nomination. C'est lui qui désigne les membres de son gouvernement, les Secrétaires (ministres). Certes, le Sénat doit donner son aval à ces nominations mais l'expérience montre que le refus d'entériner les choix présidentiels est relativement rare. Une fois en fonctions, les Secrétaires - non prévus par la Loi fondamentale - ne dépendent que du Président. Nommés par lui, ils ne peuvent être révoqués que par lui et ne sont pas politiquement responsables devant le Congrès. C'est aussi le Président qui nomme les ambassadeurs et les hauts fonctionnaires de l'Administration, en vertu de ce que l'on appelle le *spoils*

L'Executive Office

Il regroupe tous les services directement rattachés à la Présidence : conseillers, experts, secrétaires... au total, près de 1800 personnes.

Au sommet de cette structure on trouve la *White House Office* qui est, en quelque sorte, le secrétariat général à la Présidence. Viennent ensuite des bureaux ou comités à caractère plus technique mais dont l'importance ne saurait être minimisée. C'est le cas du Conseil national de Sécurité, mais aussi du bureau chargé du budget, l'*Office of Management and Budget*. Il a pour tâche la préparation et l'exécution du budget, une fois celui-ci approuvé par le Congrès, c'est-à-dire qu'il autorise la répartition des crédits. C'est donc un rôle essentiel et très politique. Certains directeurs de l'OMB ont connu une renommée internationale. Ce fut le cas, par exemple,

de David Stockman, qui fut directeur du budget dans l'administration Reagan de 1981 à 1985. On ne peut non plus passer sous silence le «Comité des conseillers économiques». Composé de trois économistes dont un «chairman» (président), il a été créé par une loi de 1946 rendant l'Administration responsable du maintien de la prospérité économique. On ne voulait plus connaître une dépression comme celle des années 30 et les Conseillers économiques avaient - et ont - pour mission d'assister le Président à cet effet. Le rapport annuel présenté par le Comité, en même temps que le budget, et dans lequel figurent des perspectives à long terme - souvent aventureuses d'ailleurs - retient toujours l'attention.

L'Executive Office regroupe une dizaine de ces Bureaux et Comités.

system (système des dépouilles) qui veut que le Président nouvellement élu, place ses amis et ceux qui l'ont aidé dans sa campagne électorale. C'est encore lui qui nomme les magistrats de la Cour suprême quand ils meurent ou démissionnent (ils sont nommés à vie).

Face au Congrès, le Président dispose de l'arme redoutable du droit de veto. Il l'exerce dès qu'une loi lui paraît devoir s'opposer à la politique qu'il entend mener. Le Congrès a le pouvoir de s'obstiner et de soumettre de nouveau la loi au vote mais, dans ces conditions, il faut qu'elle soit adoptée en termes identiques par le Sénat et la Chambre des Représentants, à la majorité des deux tiers. Ce qui n'arrive qu'exceptionnellement.

Le Président est, constitutionnellement, le commandant en chef des Armées (article 2, section 2). Si, pour déclarer la guerre, il lui faut l'approbation du Congrès, seul habilité à le faire, c'est lui qui conduit les opérations. Et encore, cette règle connaît bien des entorses.

Selon la doctrine de l'*emergency*, le Congrès peut accorder les pleins pouvoirs au Président, y compris celui d'engager les forces armées, si une décision rapide s'impose. Tel a été le cas, entre autres, lors de la «résolution du Golfe du Tonkin» en 1964, qui permit l'escalade militaire américaine au Vietnam puis au Cambodge, ou lors de la Guerre du Golfe, en 1990-1991.

Même en matière de traités internationaux, les pouvoirs Présidentiels se sont considérablement accrus au fil des ans. Alors que la Constitution exige la ratification des traités par les deux tiers du Congrès, une pratique nouvelle s'est instaurée qui laisse plus de latitude à l'exécutif : celle des *Executive Agreements*.

Cette appellation ne cache rien d'autre qu'un traité international mais elle a le mérite de pouvoir être ratifiée par le Congrès à la majorité simple, ce qui est évidemment de

nature à aplanir bien des difficultés! Enfin, et surtout, le Président assure l'exécution des lois, aux termes mêmes de la Constitution : «Il veillera à ce que les lois soient fidèlement exécutées» (article 2, section 3). Une disposition qui lui confère, d'évidence, d'immenses compétences en tous domaines.

Cette énumération témoigne de l'ampleur des pouvoirs du Président des Etats-Unis et de sa prépondérance dans le système politique américain. On aurait cependant tort de croire cette prépondérance immuable. Elle ne résulte que de l'évolution de la société américaine et peut être remise en question à tout moment. On l'a constaté en 1974, lorsque le Congrès a profité de l'affaiblissement de la présidence, à l'occasion du *Watergate*, pour renforcer ses pouvoirs aux dépens de l'exécutif, en particulier dans le domaine budgétaire, par la création de son propre Bureau du Budget (*Congressional Budget Office*) destiné à concurrencer celui de la présidence (*Office of Management and Budget*).

Pour ce qui est des deux armes classiques de la politique économique, le Président ne dispose pas du pouvoir de décision. Les crédits budgétaires et la fiscalité sont, depuis l'origine, le domaine réservé du Congrès (*no taxation without representation*). Quant à la création monétaire, elle ne dépend que du système fédéral de réserve (Banque centrale des Etats-Unis). Dans tous ces domaines, le chef de l'exécutif a, certes, une influence considérable mais pas un pouvoir d'action directe.

Le Congrès, en outre, n'est pas le seul frein à

l'action présidentielle. La Maison-Blanche doit aussi tenir compte des immenses bureaucraties américaines et de leurs dirigeants qui ont tous leurs intérêts particuliers, souvent en rivalité avec les autres. Quand Harry Truman céda le bureau ovale à Dwight Eisenhower en janvier 1953, on lui prêta ce mot : «Pauvre Ike, ce n'est pas comme dans l'armée, ici. Il dira faites ceci ou faites cela et rien ne se passera».

L'entourage présidentiel, lui aussi, joue un rôle considérable dans la gestion des affaires de l'Etat et les conseillers du Président peuvent, parfois, bloquer ses initiatives. Analysant la crise des fusées de Cuba, en 1962, le professeur Graham Allison a montré dans un livre, *Essence of Decision*, l'extrême dépendance dans laquelle était le Président Kennedy à l'égard des avis divergents de sa vingtaine de conseillers et de services de renseignement chargés de l'informer.

Les hommes du Président

C'est avec le *brain trust* réuni par Franklin Roosevelt qu'a débuté puis s'est développée l'influence des conseillers de la Maison-Blanche. Depuis cette époque, le rôle du *staff* présidentiel n'a fait que se renforcer sous l'influence combinée de l'importance croissante du gouvernement fédéral dans la politique intérieure américaine et de celle de la place occupée par les Etats-Unis dans le monde.

Le noyau dur de chaque équipe présidentielle est constitué par ceux qui ont

travaillé avec le *patron* depuis de nombreuses années. Jimmy Carter est arrivé avec ses *complices* d'Atlanta, recrutés alors qu'il était gouverneur de la Georgie; la garde rapprochée de Ronald Reagan, ancien gouverneur de la Californie, était déjà à ses côtés à Sacramento, comme celle de Bill Clinton l'était à Little Rock, dans l'Arkansas.

Depuis l'affaire du *Watergate*, la recette préférée des candidats à la présidence est de faire campagne contre Washington. Quand ils ne briguent pas une réélection... Au contraire, la première des qualités requises des membres de l'équipe présidentielle et plus particulièrement de leur chef de file que l'on peut comparer au Secrétaire général de l'Elysée, est de s'adapter à l'univers washingtonien. D'où la nécessité pour le Président, parfois, de choisir le chef de son équipe en dehors de son cercle de fidèles, lui préférant un professionnel de la politique. C'est James Baker qui devint ainsi le *leader* des hommes de Reagan en 1981, alors même qu'il avait été directeur de la campagne de George Bush, principal adversaire du Président pendant les primaires.

Si le chef de l'équipe Présidentielle peut apparaître, à l'occasion, comme le véritable maire du Palais, ce fut le cas du général Alexander Haig dans les dernières semaines du mandat de Nixon, il peut aussi faire fonction de fusible.

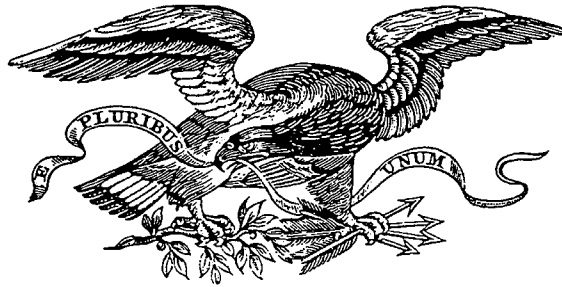
C'est ce qui s'est passé avec John Haldeman qui avait précédé Haig et dut démissionner, avec son collègue Erlichman, alors qu'ils tentaient de protéger Richard Nixon, déjà éclaboussé par le *Watergate*. Tous deux passèrent quelques mois en prison. La liste est longue de ceux qui sont ainsi tombés du piédestal sur lequel les avait hissé leur patron.

Contrairement aux Secréétaires (ministres), leurs adjoints ou les directeurs des Agences autonomes, l'équipe du Président ne dépend que de lui et n'a pas à recevoir l'aval du Sénat avant sa nomination.



LE VICE-PRESIDENT

Il est élu en même temps que le Président et pour la même durée, les *grands électeurs* se prononçant pour ce que l'on appelle le *ticket* Présidentiel, c'est-à-dire un binôme. Aucune fonction politique, aux Etats-Unis, n'a été autant tournée en dérision. On l'a souvent qualifié de *potiche*. La vice-présidence est inscrite dans la Constitution mais cette dernière ne lui attribue aucune activité précise sinon celle de présider le Sénat et d'y avoir le droit de vote en cas de stricte égalité des voix entre majorité et opposition sur un projet de loi. Ainsi, c'est le vote d'Albert Gore, vice-Président de Bill Clinton, qui a permis, en 1993, l'adoption par le Congrès du programme d'augmentation des impôts. Mise à part cette fonction sénatoriale, le rôle du vice-



Président ne dépend que du bon vouloir du Président. Le plus souvent, ce dernier lui délègue la charge d'assister aux enterrements de dignitaires importants mais pas suffisamment pour que le Président se déplace lui-même. La présence du vice-Président Al Gore aux funérailles officielles de François Mitterrand n'a d'ailleurs pas manqué d'être remarqué.

Toutefois, il convient de ne

pas trop minimiser le rôle de ce second. Il est, en effet le dauphin désigné, en cas de vacance du pouvoir. Le vice-Président Johnson est ainsi devenu le chef de l'exécutif au soir de l'assassinat de John Kennedy, tout comme le vice-Président Gerald Ford a accédé à la présidence lors de la démission de Richard Nixon; l'exemple historique le plus frappant étant l'accession à la prési-

dence de Harry Truman - qui se révéla un grand homme d'Etat - à la mort de Franklin Roosevelt.

Ces accidents de l'Histoire ont fini par modifier l'image bien terne des vice-Présidents. Aujourd'hui, de plus en plus, cette fonction à vocation honorifique, est considérée comme une étape importante pour un homme politique. Un tremplin, en quelque sorte. Ce fut notamment le cas pour Nixon, de 1952 à 1960 ou pour George Bush, de 1980 à 1988. On remarquera, dans cette perspective, que Bill Clinton a fait jouer à son colistier un rôle relativement important et assez inhabituel. Les avis de Al Gore ont été sollicités et souvent entendus alors que lui étaient confiés d'importants secteurs d'activité, notamment l'environnement.

La Cour suprême

C'est la juridiction suprême des Etats-Unis. Seule instance judiciaire expressément prévue par la Constitution, elle est composée de neuf magistrats inamovibles, nommés par le Président en fonction de la vacance d'un ou plusieurs magistrats. Leur nomination est soumise à l'aval du Sénat. La Cour suprême siège sous la présidence du *Chief of Justice*. La Cour joue un rôle essentiel car elle est l'interprète et la gardienne de la Constitution. Elle est ainsi appelée à trancher les litiges qui peuvent survenir entre l'exécutif et le législatif sur le plan juridique. Ses jugements sont rendus à l'unanimité ou à la majorité simple. Dans ce dernier cas, la majorité comme la minorité de la Cour sont tenues de justifier leur jugement par écrit.

La Cour suprême est aussi

appelée à dire le droit privé, en ce sens qu'elle est une cour d'appel supérieure. Elle a également à trancher les conflits entre Etats de l'Union, sur un point de droit.

Comme pour le cabinet du Président (gouvernement), la nomination des magistrats de la Cour suprême se doit de respecter des équilibres politiques, géographiques, ethniques et religieux. Ce qui fait que cette juridiction n'est le plus souvent pas composée des meilleurs juristes américains. C'est pourquoi il a été, à plusieurs reprises, question de modifier son recrutement. En vain.

La Cour suprême a considérablement évolué au fil des temps et des changements de mœurs. Autrefois, la Cour adoptait des positions ultra-conservatrices. Saisie, en 1857, du cas d'un esclave noir, elle rendit une

décision on ne peut plus contestable, connue sous le nom de *Dred Scott case*, qui légitimait l'esclavage. Cette décision, essentiellement due au fait que la majorité des magistrats de la Cour était sudiste, mit le feu aux poudres de la Guerre de Sécession et divisa le parti démocrate en deux factions hostiles.

Au lendemain de la Guerre de Sécession, les magistrats de la Cour se sont le plus souvent attachés à minimiser la portée des amendements constitutionnels issus de la Guerre, notamment les XIV^e et XV^e amendements qui reconnaissent respectivement la citoyenneté et le droit de vote des Noirs américains.

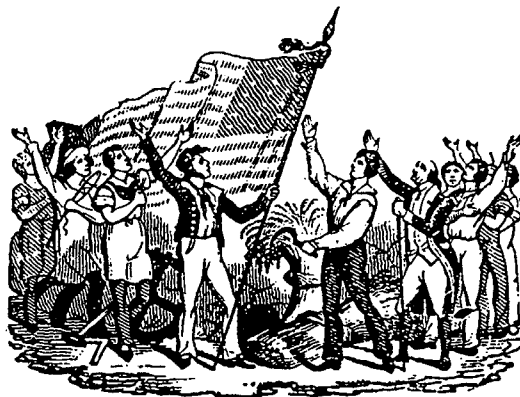
De la même façon, la Cour suprême s'est acharnée à vider de leur sens les lois du *New Deal* s'opposant ainsi directement au Président Roosevelt.

Mais les temps ont changé. Arbitre, la Cour ne combat plus systématiquement le Président ou le Congrès. Au contraire, elle recherche des compromis. De même, elle a joué un rôle actif dans la promotion des droits civils des minorités et milite pour l'égalité et l'intégration raciale de tous les citoyens américains.



LE CABINET MINISTERIEL

Le cabinet ou gouvernement est composé de quatorze départements, dirigés par des Secrétares (ministres). L'institution n'est pas prévue par la Constitution mais elle s'est inscrite dans les mœurs américaines. Les Secrétares ne dépendent que du Président, même si, pour occuper leur poste, il leur faut l'aval du Sénat, aval généralement accordé sauf rares exceptions. Par la suite, les Secrétares ne sont plus responsables de leur gestion devant le Congrès. Le plus souvent les Secrétares viennent du secteur privé et sont choisis par le Président en raison de leurs compétences: professeurs d'université, hommes d'affaires,



banquiers. Rares sont ceux qui ont fait une carrière d'homme politique à l'image, par exemple, du sénateur du Texas, Lloyd Bentsen, qui devint, en 1993, le Secrétaire au Trésor de Bill Clin-

ton. Il dut alors renoncer à son mandat de sénateur, les deux fonctions étant incompatibles.

En règle générale, les Secrétares n'ont donc jamais détenu de mandat

électif et le plus souvent, leur carrière ministérielle achevée, ils n'en briguent pas, faute d'implantation locale, retournant au secteur privé dont ils sont issus. Outre les compétences supposées de ses membres, la formation du cabinet répond à des soucis d'ordre politique. Des équilibres ethniques - très importants aux Etats-Unis - et géographiques doivent être respectés.

Les réunions du cabinet ministériel - équivalentes à notre Conseil des Ministres - restent assez rares. Ce qui s'y décide est secret et ne donne lieu à aucun procès-verbal. Ces réunions sont à l'entière discrétion du Président qui décide seul de leur convocation.

Le Federal Reserve Board

En dehors des ministères, on trouve à Washington une prolifération d'Agences gouvernementales exerçant des pouvoirs de réglementation et de surveillance sur certains secteurs économiques. Pour n'en citer que quelques-unes: l'*Interstate Commerce Commission* (ICC), la première en date; la *Securities and Exchange Commission* (SEC), qui a servi de modèle à notre Commission des opérations de bourse; la *Food and Drug Administration* (FDA) qui contrôle la mise sur le marché des produits alimentaires et pharmaceutiques.

Une de ces Agences mérite une attention particulière en raison de son rôle essentiel et de sa notoriété: c'est le *Federal Reserve Board*, c'est-à-dire la Banque centrale américaine ou, en un raccourci plus trivial, le *Fed*. Aux Etats-Unis, la Banque

centrale est constamment sous le feu des projecteurs de l'actualité, même si l'opinion connaît mal les rouages de l'action monétaire. Les grandes sociétés financières emploient des spécialistes, les *Fed watchers*, c'est-à-dire les observateurs de la Banque centrale, en raison de l'influence considérable de cette dernière sur les évolutions de la Bourse. De nombreux universitaires scrutent, eux aussi et avec une attention soutenue, la politique de la

Banque centrale et réfléchissent à d'éventuelles modifications du statut de cette institution: la rendre plus ou moins indépendante de l'exécutif, voire la supprimer pour éliminer le monopole public de la création monétaire. Ces débats trouvent un large écho au Congrès. D'ailleurs le président du *Federal Reserve Board* est, statutairement entendu par les commissions bancaires du Sénat et de la Chambre des Représentants, en février et en juillet.



Les deux derniers présidents du *Fed* jouissent d'un crédit exceptionnel aux Etats-Unis. C'est au couple Ronald Reagan-Paul Volcker que l'on attribue la victoire dans la lutte contre l'inflation, au début des années 80. De même, de nombreux commentateurs prêtent au tandem Bill Clinton-Alan Greenspan les fruits de l'expansion entre 1993 et 1996. Il n'est pas inintéressant de souligner que Paul Volcker avait été nommé par le prédécesseur démocrate de Reagan, Jimmy Carter et que Alan Greenspan a été, lui, nommé par le prédécesseur républicain de Bill Clinton, George Bush. Fonctionnant avec une multitude de fonctionnaires et d'experts, la Banque centrale américaine est dirigée par un Conseil d'administration de sept membres: le Président et six «gouverneurs».

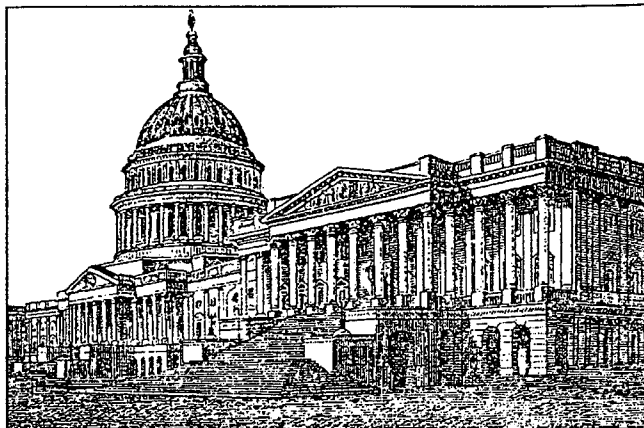
LE CONGRES

«Les Etats-Unis sont probablement le dernier pays au monde où le pouvoir exécutif obtient malaisément des législateurs, non pas seulement une augmentation, mais une diminution d'impôts». Raymond Aron avait fait cette constatation en 1963 devant l'Université de Berkeley en Californie. Il évoquait l'opposition du Congrès à une proposition de baisse des impôts, faite à l'époque par le Président Kennedy. Aron avait choisi un exemple extrême pour souligner que l'esprit d'indépendance des parlementaires américains était tel que même l'attrait électoral d'une mesure, assurément populaire, ne suffisait pas à le tempérer. Cette indépendance du Congrès à l'égard de la présidence demeure, aujourd'hui encore, une caractéristique essentielle du fonctionnement politique de l'Amérique.

Le Congrès des Etats-Unis est constitué par deux Assemblées, le Sénat et la Chambre des Représentants, dont le mode d'élection, les statuts et le pouvoir sont différents. Il y a, en tout, 535 parlementaires: 435 Représentants et 100 Sénateurs.

La Chambre des Représentants

Chacun de ses membres est élu pour deux ans, au suffrage universel direct, dans le cadre de circonscriptions, dans chaque Etat. Le nombre des Représentants et celui des circonscriptions est revu tous les dix ans par le Congrès, mais c'est à chaque Etat que revient l'organisation du scrutin et le découpage des circonscriptions. Le nombre des Représentants, par Etat, est *relativement* proportionnel à la population de l'Etat. Ainsi, les Etats les moins peuplés



(Alaska) ne peuvent élire qu'un Représentant alors que les plus peuplés en élisent des dizaines, qui siègeront à la Chambre (52 pour la seule Californie).

Le rôle du Représentant est surtout de défendre les intérêts de ses électeurs, donc de sa circonscription. Ce qui, eu égard à la brièveté d'un mandat de deux ans, est indispensable à une réélection. Cette défense acharnée des intérêts locaux fait que l'immense majorité

des Représentants est réélue au terme de son mandat. Pour éviter ce phénomène qui revient à faire du Représentant le mandataire exclusif d'une minorité de citoyens, plusieurs Etats, dont la Californie, ont adopté des lois limitant à trois le nombre de mandats que pouvait briguer un Représentant, celui-ci ne pouvant ainsi être élu pour une durée supérieure à six ans.

Parmi les pouvoirs essentiels de la Chambre des

représentants, citons celui de la mise en œuvre de la procédure d'*impeachment*, visant à la destitution d'un Président qui aurait failli à sa tâche: haute trahison, corruption ou délits majeurs. Il faut cependant souligner que si la Chambre des Représentants engage la procédure, au sein de son *Comité judiciaire*, elle doit ensuite saisir le Sénat, seul habilité à destituer le Président, le vice-Président ou un haut fonctionnaire de l'Etat.

Bien entendu, la Chambre des Représentants, comme le Sénat, propose et vote les lois en séance publique. Mais c'est la Chambre des Représentants qui exerce le monopole de la proposition des lois financières.

Le Sénat

Il s'agit d'une Assemblée à caractère permanent, renouvelable par tiers tous les deux ans. Chaque Sénateur est donc élu pour six ans. Ici, pas de circonscriptions, l'élu est celui de l'Etat dans son ensemble et chaque Etat, quelle que soit sa population a le même nombre de Sénateurs: deux. Ce qui fait que le Sénat est composé de cent membres.

C'est au Sénat qu'il appartient d'avaliser certaines nominations faites par le Président: Secrétares, magistrats de la Cour suprême, hauts fonctionnaires.

On peut dire cependant que l'essentiel des compétences des Sénateurs s'exerce dans le domaine de la politique étrangère, bien que ce domaine ne soit pas strictement délimité. Sauf pour ce qui concerne la ratification des traités internationaux qui requiert une majorité des deux tiers des Sénateurs, encore que la procédure des *executive agreements* ait considérablement assoupli cette règle (lire supra). Il n'en demeure

Le Conseil national de Sécurité

Il a été créé en 1947, sous la présidence de Harry Truman, au début de la Guerre froide, pour coordonner à la présidence les différents aspects de l'action extérieure des Etats-Unis.

En principe, ce Conseil réunit épisodiquement les Secrétares, les directeurs des agences de renseignement et les chefs d'Etat-major des différentes Armes et, bien entendu, le chef d'état-major général. En pratique, le Secrétaire général du Conseil, qui est l'assistant direct du Président pour les affaires de sécurité, réunit autour de lui une importante équipe, permanente, qui constitue de fait le véritable Conseil de Sécurité (NSC).

Le plus connu et le plus actif des Secrétares généraux du NSC a, sans aucun doute, été Henry Kissinger qui, sous le règne de Richard Nixon avait réussi à éclipser complètement le Secrétaire d'Etat, William Rogers, pour le remplacer, finalement en 1973.

Sous la plupart des présidences qui se sont succédées, les tensions ont été souvent très vives entre le Secrétaire d'Etat et le Secrétaire à la Défense, d'une part et le Conseil national de Sécurité d'autre part. Si cette traditionnelle opposition semble s'être estompée aujourd'hui, c'est essentiellement dû à la fin de la Guerre froide.

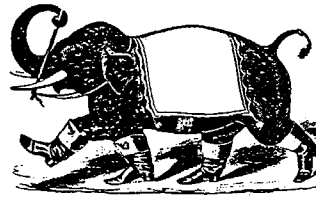
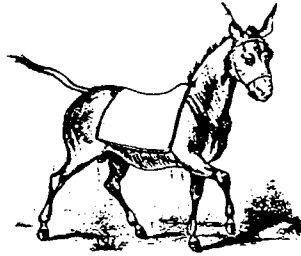
pas moins que la politique internationale et celle de Défense restent les terrains privilégiés des nombreuses frictions qui se manifestent entre la Présidence et le Sénat.

Le Sénat a la particularité d'avoir deux Présidents: le *Majority Leader* - qui est désigné par le parti majoritaire - et le vice-Président des Etats-Unis, en vertu des dispositions constitutionnelles. Mais les pouvoirs de ce dernier sont, en fait, bien limités et la conduite effective des débats est assurée par le *Majority Leader*.

Le Sénat a, aux Etats-Unis et même à l'étranger, une meilleure image que la Chambre des Représentants. Sans doute parce que le nombre plus limité de ses parlementaires et l'égalité de la représentation de chacun des Etats, lui confèrent la réputation d'un *club des sages*, mais aussi en raison de la plus longue durée d'un mandat de Sénateur qui, rappelons-le, est triple de celle d'un Représentant. C'est, peut-être, cette image qui fait que plusieurs Présidents des Etats-Unis aient fait leurs classes au Sénat alors qu'aucun Représentant n'a jamais été élu à la Présidence des Etats-Unis.

Le jeu des partis

La structure essentiellement bipartite de la vie politique américaine se reflète naturellement dans la composition du Congrès où alternent des majorités républicaines ou démocrates. Mais cela n'implique en aucune façon une quelconque discipline de vote qui voudrait, par exemple,



que le parti du Président soutienne inconditionnellement ce dernier. Les exemples foisonnent qui illustrent cette particularité américaine issue de la volonté des *pères fondateurs* de fonder une République où la séparation des pouvoirs reste la règle intransgressable.

A son arrivée à la Maison-Blanche, en janvier 1993, Bill Clinton a présenté un programme de «redressement financier» qui comportait, entre autres, une augmentation des impôts. Bien

que le Congrès fût majoritairement démocrate, il a fallu six mois d'intenses tractations pour que ce projet aboutisse. Encore n'a-t-il obtenu que deux voix de majorité à la Chambre des Représentants alors que le Sénat ne s'est départagé que grâce au vote du vice-Président Al Gore. Durant ces six mois, Clinton et son équipe ont dû négocier avec chacun des membres du Congrès, un à un. En septembre 1994, le même Congrès, toujours à majorité

démocrate, a rejeté après une année de négociations en commissions, le projet d'assurance-maladie généralisée présenté par le Président Clinton, à l'initiative de son épouse, Hillary Clinton. Ce camouflet infligé par le Congrès au chef de l'exécutif a certainement joué un rôle dans la débâcle démocrate aux élections de novembre 1994 - le *mid term* - dans lesquelles les Républicains ont retrouvé la majorité à la Chambre des Représentants et donc dans les deux Assemblées pour la première fois depuis 1955.

En réalité, il faut comprendre que les deux grands partis américains ne sont pas homogènes et surtout qu'ils n'existent vraiment, au plan national, qu'une fois tous les quatre ans: au moment des Conventions qui désignent le *ticket* à la candidature présidentielle. En fait, le clivage qui s'opère est-il celui qui oppose les Conservateurs et ce que les Américains appellent *the Liberals*, c'est-à-dire les Progressistes. C'est ainsi que, pour ne citer qu'un exemple, les Sénateurs et Représentants démocrates des Etats du Sud sont plus conservateurs que leurs collègues du Nord et n'hésitent pas, le cas échéant, à voter avec les Républicains. Il semble donc que l'on assisterait à une sorte de reclassement politique aux Etats-Unis. A la distinction entre les deux partis, se substituerait, progressivement, une division de type gauche-droite.

Encore convient-il d'être prudent tant les choses évoluent vite dans ce pays, et les mois qui ont précédé l'élection présidentielle de 1996 ont-ils vu s'amorcer un retour au bipartisme traditionnel.

Les Lobbies

Ce sont des groupes de pression qui jouent un rôle important dans la vie politique américaine, notamment au Congrès où ils ont une influence indiscutable.

Les *lobbies* s'intéressent moins au profil politique des parlementaires qu'à leurs prises de position sur des questions les concernant directement.

Leur moyen d'action dépend des ressources dont ils disposent pour participer au financement des campagnes électorales des élus qui leur sont favorables et pour combattre les autres.

Certains de ces *lobbies* n'exercent qu'une activité strictement humanitaire ou culturelle, mais d'autres sont concrètement engagés

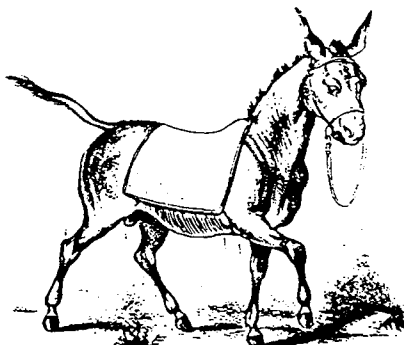
sur le terrain politique: ce sont les *Political Action Committees (PAC)*.

Parmi ces derniers, il faut relever l'Association nationale des Porteurs d'Armes à Feu (NRA) et les représentants de l'industrie du tabac.

Les syndicats jouent aussi un rôle de *lobbyists*, comme l'AFL-CIO et, dans le domaine de la politique étrangère, il faut mentionner le très efficace *American-Israeli Public Affairs Committee*.

On compte aujourd'hui, près de 5000 *Political Action Committees* aux Etats-Unis et ils injectent plusieurs centaines de millions de dollars à l'occasion de chaque campagne électorale.

L'ANE ET L'ÉLEPHANT



D'où viennent l'âne, symbole du Parti démocrate, et l'éléphant, qui personnifie le Parti républicain ? De l'imagination de Nast, caricaturiste du XIX^e siècle.

Thomas Nast, qui était républicain, représenta pour la première fois le Parti démocrate sous la forme d'un âne dans un dessin exécuté en hommage posthume à Edwin Stanton, récemment décédé, qui parut le 15 janvier 1870 dans *Harper's*, revue à laquelle il collaborait régulièrement et dont l'influence politique était grande.

Ancien secrétaire à la Guerre du président Lincoln, qu'il avait soutenu au cours de la guerre de Sécession tout en appartenant à un parti différent, Stanton avait été violemment attaqué par les démocrates du Nord. Nast le montrait sous l'aspect d'un lion mort auquel un âne donnait un coup de pied. Il utilisa par la suite l'âne comme symbole de l'ensemble du Parti démocrate et l'introduisit avec qualité dans les caricatures qu'il consacra aux deux grandes coalitions politiques des États-Unis.

Quant à l'éléphant républicain, il naquit de la façon suivante : le général Grant avait été réélu président un an plus tôt lorsqu'au printemps 1874, un éditorial parut dans le *New York Herald* présentant le grand soldat comme un César assoiffé de pouvoirs dictatoriaux et déjà disposé à renverser la règle coutumière selon laquelle un président ne pou-

vait exercer trois mandats successifs.

Cette nouvelle sensationnelle, que rien ne venait étayer et qui était surtout destinée à augmenter la vente du journal en une période de marasme, se propagea avec une telle ampleur qu'elle effraya très sérieusement les hommes politiques comme les simples citoyens.

A peu près à la même époque, le journal lançait une autre nouvelle tout aussi fallacieuse, toujours dans le but d'accroître le nombre de ses lecteurs. Les animaux de la ménagerie de Central Park s'étaient échappés, écrivait le *New York Herald*, et erraient dans les bois en quête de proie. La coïncidence de ces deux informations erronées, parues dans le même journal, donna immédiatement à Thomas Nast l'idée d'en tirer parti.

Le 7 novembre 1874, *Harper's* publiait une caricature destinée à faire comprendre au public le danger et l'inanité de l'accusation de dictature portée contre Grant par les démocrates. Le dessin montrait, dans une forêt, différents animaux dont chacun représentait un journal, un État ou une question politique. Tous étaient terrifiés par un âne revêtu d'une peau de lion portant le mot «Césarisme». Le dessin était accompagné de la légende suivante : «Un âne qui se faisait passer pour un lion circule dans la forêt et s'amuse à

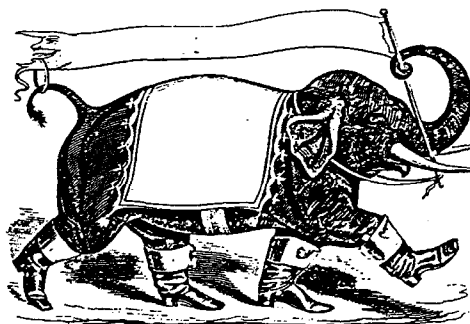
effrayer tous les animaux stupides qu'il rencontre sur sa route.»

George Stimpson, dans son ouvrage : «A Book about American Politics», interprète comme suit cette caricature : «L'éléphant, portant l'étiquette "Voix républicaines", a peur lui aussi et se précipite vers une fosse piégée recouverte de planches branlantes marquées inflation, répudiation, réforme, etc. C'était, pour le caricaturiste, un moyen de se moquer avec bonne humeur de son propre parti, énorme, mais pusillanime.» Quinze jours plus tard, un autre dessin de Nast paraissait dans la même revue, après les élections marquées par la défaite des républicains. Nast illustrait cet échec en montrant le même éléphant tombé dans le piège tendu par les démocrates.

Cet animal ne cessa par la suite de personnifier le GOP et, en 1969, Jack Frost, conseiller en arts graphiques auprès du comité national du Parti républicain, dessinait un éléphant stylisé, évoquant la modernisation de l'une des deux grandes formations politiques des États-Unis. ■

NB : Le sigle GOP (Grand Old Party — le grand vieux parti) désigne très souvent, et familièrement, lui aussi, le Parti républicain.

Source : *Informations et Documents*, n° 323, 1972.



Encadré 5 L'élection du président des Etats-Unis

Le président américain est élu selon une procédure complexe : ni par le Congrès, ni directement par le peuple, mais par des grands électeurs désignés au suffrage universel direct dans chaque Etat de l'Union. En fait, il n'y a pas une seule élection présidentielle à l'échelle nationale mais 51 élections, une dans chaque Etat (50 Etats et le district de Columbia, depuis 1964). En 1969, la Chambre des représentants adopta à une très forte majorité un amendement qui prévoyait l'élection du président au suffrage universel direct, avec un minimum de 40 % des voix. Mais cet amendement fut repoussé par le Sénat. En 1977 et 1979, un même projet fut soumis par le président Carter et connut un sort identique.

Pour être éligibles, les candidats à la présidence des Etats-Unis doivent être nés citoyens des Etats-Unis, être âgés d'au moins 35 ans et résider depuis au moins 14 ans aux Etats-Unis. Ils ne doivent pas avoir déjà exercé deux mandats (XXIIe amendement). Enfin, le candidat à la vice-présidence, soumis aux mêmes conditions, doit être originaire d'un autre Etat que le candidat à la présidence (XIIe amendement). L'élection se déroule en deux étapes : une première étape de sélection et d'investiture des candidats pour chacun des deux grands partis, puis l'élection proprement dite, qui se tient elle-même en deux temps. Les candidats indépendants (comme Ross Perot) ou présentés par d'autres partis (parti libertarien, parti communiste, parti populiste, etc.) se présentent quant-à-eux directement au scrutin, le plus souvent dans un nombre limité d'Etats. 19 personnes ont ainsi posé leur candidature en 1988 et 26 en 1992.

La sélection des candidats par chaque parti (de février à août)

Pendant toute une première étape, les partis démocrate et républicain choisissent leurs candidats à la présidence et à la vice-présidence. Ces derniers reçoivent l'investiture de leur parti lors des conventions nationales qui se tiennent au cours de l'été précédant les élections (12-15 août 1996 pour les républicains ; 26-29 août pour les démocrates). La sélection se fait

bien sûr beaucoup plus simplement lorsque le candidat du parti est le président sortant. Les candidats sont choisis, et leur « programme » approuvé, par des délégués (4284 délégués pour le parti démocrate en 1992, et 2206 pour le parti républicain, hors délégués de droit), eux-mêmes désignés selon des modalités diverses en fonction de la législation des Etats et surtout des règlements internes des partis. Les délégués aux conventions nationales républicaine et démocrate sont élus lors d'élections primaires et de *caucus*. En outre, certains délégués démocrates sont nommés lors de conventions organisées au niveau des Etats ou des districts (circonscriptions parlementaires), et désignés de droit en tant que détenteurs de mandats électifs et responsables du comité national démocrate. En définitive, ainsi que le précise le règlement intérieur du parti démocrate, pour qu'un candidat soit représentatif de l'électorat démocrate, tous les électeurs affiliés au parti doivent pouvoir participer à son choix.

● Les primaires

Les primaires sont des élections théoriquement ouvertes à l'ensemble des électeurs qui se déroulent au niveau des Etats. Leur fonctionnement diffère selon les Etats et les partis. Elles visent à choisir les délégués parmi les représentants des différents candidats du parti. Le scrutin est à un tour. Quatre modes d'élection peuvent être identifiés :

- dans certains Etats, le bulletin de vote indique l'engagement des délégués en faveur de tel ou tel candidat. Ce système est généralement utilisé par les démocrates ;
- les bulletins peuvent ou bien indiquer les préférences pour certains candidats ou bien préciser le non-engagement des délégués, qui sont alors libres de voter pour le candidat de leur choix lors de la convention nationale ;
- dans quelques Etats, la loi oblige les délégués à voter pour le candidat vainqueur de la primaire (*winner takes all*), quelle que soit leur préférence initiale ;
- enfin, le scrutin peut être proportionnel, avec un seuil minimum de 20 % pour les démocrates ;

L'élection du président des Etats-Unis (suite)

Les primaires peuvent être ouvertes – tous les citoyens peuvent se prononcer (ce fut le cas dans 19 Etats en 1992), ou fermées, – seuls peuvent participer au scrutin les électeurs affiliés au parti (17 Etats en 1992), les citoyens, au moment de leur inscription sur les listes électorales, pouvant déclarer leur affiliation à tel ou tel parti (s'ils ne choisissent aucune affiliation, ils sont inscrits en tant qu'indépendants). Le nombre de délégués sélectionnés au terme d'élections primaires est, au fil des élections présidentielles, de plus en plus important. Les primaires les plus médiatisées et significatives d'un point de vue politique sont celles du New Hampshire (la première, qui s'est déroulée le 20 février 1996), des 5 Etats du Nord-Est (les « super-primaires de Nouvelle-Angleterre »), des 6 Etats du Sud (le « super-mardi ») et de Californie (l'Etat de l'Union le plus peuplé). En vue de l'élection de 1996, des primaires ont été organisées dans 43 Etats.

● Les caucus

Les *caucus* (terme qui viendrait d'un mot algonquin : « *kaw-kaw-was* », qui signifierait : parler) concernent les seuls membres de chaque parti. Les militants élisent, au suffrage indirect et au scrutin proportionnel, les délégués à la convention nationale. Au niveau de chaque bureau de vote, les électeurs désignent les délégués à la convention du comté. Ces derniers choisissent les délégués à la convention de l'Etat, qui élisent ceux à la convention nationale. Le premier *caucus* de l'Iowa, le 12 février, est particulièrement important pour les candidats.

L'élection (de novembre à décembre)

Alors commence l'élection présidentielle, à proprement parler, régie par l'article II, section 1 de la Constitution du 17 septembre 1787. 190 millions d'électeurs sont appelés à désigner dans chaque Etat, considéré comme une circonscription, au suffrage universel direct, les grands électeurs (*electors*) c'est-à-dire les membres du collège électoral présidentiel. Ceux-ci ne peuvent exercer ni une fonction sous l'autorité de l'exécutif ni une fonction législative. En moyenne, 15 % des grands électeurs démocrates sont noirs, contre 4 % chez les républicains. Les candidats aux fonctions de grands électeurs indiquent à l'avance pour quel candidat ils voteront s'ils sont désignés (en pratique, le bulletin de vote ne comporte souvent que le nom des candidats constituant le « ticket »). Certains Etats contraignent les grands électeurs à voter pour le candidat de leur parti. L'arrêt *Ray vs Blais* de la Cour suprême (1952) a reconnu le caractère impératif de leur mandat (lors du scrutin définitif, ils s'engagent à voter pour le candidat au nom duquel ils ont été désignés). Toutefois, en 1969, un grand électeur républicain de Caroline du Sud a préféré voter pour le candidat démocrate, or le Congrès, juge du contentieux électoral, a validé ce vote. Les grands électeurs sont au nombre de 538, ce qui correspond au nombre total de sénateurs et de représentants au Congrès. Le nombre de grands électeurs par Etat équivaut donc au nombre de parlementaires

que celui-ci envoie à Washington DC, avec un minimum de 3 électeurs pour les Etats les plus faiblement peuplés. Par conséquent, ce système donne une plus grande importance électorale aux Etats les plus importants sur le plan démographique. Ainsi, le Vermont ou l'Alaska bénéficient de 3 mandats de grands électeurs alors que la Californie en a 54, l'Etat de New York, 33 et le Texas, 32. C'est la raison pour laquelle les candidats axent leur campagne finale sur les 20 Etats les plus peuplés.

Le scrutin se déroule le mardi suivant le premier lundi de novembre de la quatrième année suivant l'élection présidentielle, en l'occurrence le mardi 5 novembre 1996. Le mode de scrutin est le même dans tous les Etats, sauf dans le Maine. Il s'agit d'un scrutin de liste majoritaire à un tour. La liste qui obtient le plus grand nombre de suffrages emporte tous les sièges de grands électeurs de l'Etat (système du *winner takes all*). Les 538 grands électeurs ainsi désignés se réunissent dans leur Etat respectif le 16 décembre. Ils votent deux fois, pour élire le président et le vice-président. Les résultats sont envoyés scellés à l'adresse du président du Sénat. Le candidat qui obtient la majorité absolue des voix des membres du collège électoral (270 suffrages) est élu. Le 6 janvier à 13 heures les résultats sont officiellement proclamés par le président du Sénat, qui est le vice-président sortant, après dépouillement lors d'une réunion spéciale du Congrès. La réunion des grands électeurs n'est en principe qu'une officialisation formelle d'une décision populaire. Finalement, le Président prendra officiellement ses fonctions le 20 janvier 1997. En cas d'égalité, la Chambre des représentants tranche par un vote. En cas d'absence de majorité, les représentants se réunissent par Etat et choisissent parmi les 3 candidats à la présidence les mieux placés. Chaque Etat dispose d'une voix. Le candidat élu est celui qui obtient les voix de la majorité des Etats (26). Cette procédure spéciale a été mise en œuvre à deux reprises, en 1800 et en 1824 : cette année-là, par exemple, Andrew Jackson obtint 99 mandats, Quincy Adams, 84 William Crawford, 41 et Henri Clay, 37. La Chambre des représentants, conformément à cette procédure, a élu Adams au premier tour. Le Sénat fait de même pour les candidats à la vice-présidence. Par trois fois, un candidat fut élu à la majorité des grands électeurs, alors qu'il n'avait pas obtenu la majorité des suffrages exprimés. Ce fut donc le cas en 1824 (Andrew Jackson obtenant la majorité des suffrages, Quincy Adams étant élu), en 1876 (Rutherford Hayes aux dépens de Samuel Tilden) et en 1888 (Benjamin Harrison aux dépens de Grover Cleveland).

Le 5 novembre 1996, les électeurs seront également appelés à désigner les 435 membres de la Chambre des représentants – élus pour 2 ans au scrutin uninominal à 1 tour et dont 1 élection sur 2 coïncide donc avec l'élection présidentielle –, 33 sénateurs sur un total de 100 – élus pour 6 ans et dont le mandat d'un tiers d'entre eux est renouvelé tous les 2 ans –, des gouverneurs (par exemple, 12 en 1992) ainsi qu'une multitude d'élus au niveau local et des Etats.

E.P.O

Voyage aux Etats-Unis

Ont participé à l'élaboration de ce mémoire :

- Lieutenant-Colonel BOURGES
Gendarmerie Nationale
Responsable de l'étude
- Chef de Bataillon SCHMITT
Armée de Terre
- Lieutenant-Colonel GUIDI
Armée de l'Air
- Commandant GARINEAU
Armée de l'Air
- Capitaine de Corvette CAILLET
Marine Nationale